

Projet de programme pour le 3^e Congrès du Parti Communiste Révolutionnaire m-l

Lire en page 2

Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés unissez-vous !

le quotidien du peuple

Organe central du PARTI COMMUNISTE RÉVOLUTIONNAIRE marxiste-léniniste

VENDREDI 22 SEPTEMBRE 1978 - N° 753

Commission paritaire N°56 942 Tel. 636.73.76

2, 00 F

SIDERURGIE

20 000 licenciements prévus par l'Etat - Patron

Ils s'ajoutent au plan de 16 000 licenciements déjà en cours



La démagogie des partis bourgeois, le flou des mesures prises, les illusions répandues par certains, tout cela a empêché une puissante riposte des travailleurs de la sidérurgie. C'est pourtant, aujourd'hui, la voie dans laquelle il faut s'engager.

RIPOSTE A CAMP DAVID

LA POPULATION PALESTINIENNE EN GREVE

Lire en page 12

L'Etat devient, indirectement, majoritaire de la sidérurgie et se substitue aux maîtres des Forges. Le même jour, Barre et Giscard se répandent sur les ondes pour justifier leur politique.

Maîtres des forges et hauts fonctionnaires d'Etat ont au moins un point commun : faire payer la restructuration aux travailleurs. De 1976 à 1980, c'est 36 000 d'entre eux qui sont ou seront mis à la porte.

Voir page 11
notre rubrique
«connaître
l'économie».

TERRIN

Démanteler pour mieux diviser

C'est jeudi matin que les travailleurs de la SAM et de Sud-Marine (sociétés du groupe Terrin) devaient se prononcer sur la proposition scandaleuse de Defferre : reprendre le travail immédiatement sous le contrôle temporaire d'IMREP, seul moyen selon le maire PS, de donner une bonne image de marque des travailleurs aux futurs acquéreurs, et donc de sauver la navale. Lundi dernier, les travailleurs de la SAM et de Sud-Marine avaient refusé ce chantage.

A la Ciotat, où 1 334 licenciements viennent d'être également prononcés, la CGT et la CFTD appelaient les travailleurs des Chantiers navals à se mettre en grève jeudi soir et à occuper la gare durant une heure. Le préfet de police a interdit la manifestation !

Lire en page 7

Le Puy rassemblement des luttes pour l'emploi le 27

L'UIS CFTD du Puy vient de lancer la perspective d'un rassemblement des luttes pour l'emploi, pour le 27 septembre.

Cette initiative vient appuyer positivement la lutte des travailleurs d'Elastelle.

Pour une riposte de masse sur le terrain de l'emploi, pour affirmer la volonté de «vivre et travailler au pays», cette initiative peut être une étape importante de la mobilisation.

Lire en page 6

Paul Laurent comme il est

Lors d'une conférence de presse, Paul Laurent s'est attaché à ne pas répondre aux questions que nous lui avons posées à propos de l'agression des militants du PCR à la dernière fête de L'Humanité, niant jusqu'à la réalité de cette agression.

Lire en page 4

Antifer : 2 pétroliers bloqués par les marins

Lire en page 5

Le Crédit Agricole en accusation

Alors même qu'en Saône et Loire les paysans paysans se mobilisent autour de la famille Jacquemin, en Loire Atlantique Jean et Annick Cadiot ont choisi de faire la grève de la faim pour obtenir du crédit Agricole qu'il finance des prêts à long terme leur permettant de continuer à être paysans. Le Crédit Agricole voudrait faire un exemple en chassant un couple de militants Paysans-Travailleurs actifs dans leur région. Une lutte d'importance s'engage là.



Projet de programme pour le 3^e Congrès du Parti Communiste Révolutionnaire m-l

Nous poursuivons aujourd'hui la publication du projet de programme, avec la suite de la partie intitulée «La crise politique de l'impérialisme français».

discussions sera ouverte aux organisations du Parti, à ses sympathisants et à ses amis. Dans ce cadre, de nombreuses contributions sont attendues et pourront être publiées selon l'intérêt et l'ordre de la discussion.

A l'issue de la publication de l'ensemble de ce projet de programme, la tribune de

La crise politique de l'impérialisme français (Suite)

Le socialisme (suite)

Le plein épanouissement de la démocratie prolétarienne a pour condition que s'exerce avec fermeté et vigilance la dictature du prolétariat sur les anciennes classes exploiteuses.

Au sein du peuple, les contradictions se résolvent et l'unité se construit par la persuasion, sur la base de l'examen des réalisations concrètes et du bilan systématique des expériences. Après débat, si les décisions de la majorité s'imposent nécessairement, les points de vue minoritaires sont respectés : seule la pratique, peut établir le bien fondé des choix et des décisions.

Pour les anciens exploités et ceux qui voudraient les imiter, c'est au contraire, la contrainte qui prévaut sur la persuasion.

Le développement de la démocratie socialiste implique l'élimination progressive par leur réduction continue, des écarts existants entre travail manuel et travail intellectuel, ville et campagne, le prolétariat et les autres couches du peuple travailleur, ainsi que les différences nombreuses qui existent en son sein.

Le socialisme brisera les entraves millénaires qui empêchent la femme d'être l'égal de l'homme dans tous les domaines de la vie sociale.

En se libérant de l'exploitation capitaliste, le prolétariat de France contribuera à l'émancipation de l'humanité toute entière. La tâche de la dictature du prolétariat est de parvenir à la suppression des classes et des différences de classes, à l'avènement du communisme à l'échelle mondiale.

Unir la classe ouvrière

Dans les grandes entreprises, l'introduction de l'informatique et de l'automatisation, la parcellisation du travail entraînent une coupure de plus en plus importante entre travail manuel et travail intellectuel ainsi qu'une différenciation au sein de la classe ouvrière entre les O.S. et les O.P. déqualifiés d'une part et une minorité d'O.P. très qualifiés d'autre part.

Les O.S. sont les couches qui subissent le plus l'exploitation.

Les projets de la bourgeoisie de révalorisation du travail manuel et d'enrichissement des tâches ne remettent pas en cause ce fait.

Avec la restructuration de secteurs entiers de l'économie (horlogerie, imprimerie, aéronautique, machine-outil...) ce sont des milliers d'O.P. souvent très qualifiés qui ne cessent de grossir les rangs des chômeurs.

Les femmes ouvrières, les jeunes travailleurs et les travailleurs immigrés appartiennent en grande majorité aux couches les plus exploitées de la classe ouvrière.

Les travailleurs immigrés font partie intégrante de la classe ouvrière de France, et participent de ses luttes. Ces dernières années ont vu le développement des luttes des travailleurs immigrés. L'action contre le racisme, le contingentement de l'immigration organisés par la bourgeoisie, et pour l'égalité des droits sert l'unité de la classe ouvrière.

La bourgeoisie profite cyniquement du handicap physique ou mental de certains travailleurs pour les surexploiter et les couper du reste de la classe ouvrière. D'ores et déjà, ils prennent toute leur place, dans la lutte de la classe ouvrière.

Les ouvriers agricoles travaillent pour le compte des capitalistes agraires qui renforcent encore leur exploitation en embauchant massivement des ouvriers saisonniers, en pratiquant la politique des contrats.

Pour faire la révolution prolétarienne, la classe ouvrière doit construire son unité sur la base du programme révolutionnaire. La classe ouvrière n'a rien à perdre à la destruction du système capitaliste que son exploitation et sa misère. Elle a un monde à gagner.

Développons nos luttes

La crise de l'impérialisme français aiguise les contradictions de classe.

En luttant contre la crise, les travailleurs transcrivent dans leurs revendications, nombre de leurs aspirations révolutionnaires. C'est dans ces luttes que

se sont dégagés les axes revendicatifs immédiats que défend aujourd'hui notre parti.

LUTTONS POUR NOS SALAIRES

Contre la constante dégradation de leur pouvoir d'achat, les travailleurs luttent pour :

- le maintien d'un salaire minimum interprofessionnel, avec augmentation substantielle du SMIC,
- l'augmentation uniforme des salaires : 400 F pour tous tout de suite,
- la réduction des écarts hiérarchiques, l'intégration des primes sur salaire (aux taux maxi),
- l'abolition du salaire au rendement et des boni,
- des classifications simplifiées et plus justes.

LUTTONS CONTRE LE CHÔMAGE

Refusant le chômage, les travailleurs s'unissent :

- contre les fermetures d'entreprises,
- contre tout licenciement,
- pour vivre et travailler au pays,
- pour l'embauche définitive de tous les hors-statuts et des intérimaires qui le désirent.

Ils exigent également :

- l'arrêt des saisies, des expulsions et mises sous tutelle,
- le paiement intégral des jours et heures chômés,
- les 90 % pour tout travailleur licencié ; l'indemnisation des jeunes et des femmes à la recherche d'un premier emploi.

CONTRE LA DÉGRADATION DE NOS CONDITIONS DE TRAVAIL

Défendant leurs conditions de travail, les travailleurs se battent pour :

- l'application effective des 40 h tout de suite,
- des diminutions d'horaires sans diminution de salaire, vers les 35 h,
- la 5^e semaine de congés payés,
- la 5^e équipe pour les postes,
- la baisse des cadences.

LA SANTÉ, C'EST L'AFFAIRE DES TRAVAILLEURS

A l'usine comme dans leurs lieux d'habitation, les travailleurs exigent :

- une médecine pour soigner, non pour réparer,
- la suppression de tout contrôle médical lié au patronat,
- la retraite à 55 ans (avec 80 % du salaire des 5 meilleures années),
- la suppression du délai de carence pour arrêt maladie.

Ils luttent pour :

- la reconnaissance de toutes les maladies professionnelles,
- une large information sur la toxicité des produits industriels manipulés,
- le veto des délégués Hygiène et Sécurité pour tout ce qui engage la vie et la santé des travailleurs ; ils arrêtent le travail quand la sécurité est en jeu.

Les travailleurs refusent tout internement psychiatrique d'office et arbitraire et les ghettos pour handicapés.

DÉFENDONS NOS DROITS

La lutte de la classe ouvrière et des masses populaires contre la crise passe aussi par la lutte pour la défense et l'extension des libertés démocratiques et des droits syndicaux.

- dissolution des milices patronales et officines à l'entreprise,
- défendons le droit de grève,
- non au lockout,
- liberté de manifestation, de réunion, de presse et de radio,
- abrogation des décrets et des lois répressives,
- droit d'asile politique effectif pour toute personne du peuple,
- égalité des droits français et immigrés,
- généralisation à toute les entreprises de la loi de décembre 68 sur le libre exercice du droit syndical,
- heure d'information syndicale payée (prise sur le temps de travail).

Faire du syndicat un outil pour les travailleurs

Pour mener ses luttes, la classe ouvrière a besoin d'organisations syndicales. Mais les syndicats (CGT et CFDT) présentent une réalité contradictoire : d'une part, ils constituent un instrument de défense des intérêts immédiats des travailleurs ; de l'autre, ils sont dominés par les lignes révisionniste et réformiste contradictoires avec ces intérêts.

LA CGT : Centrale syndicale prédominante, elle est étroitement dirigée par le PCF qui cherche à en faire l'instrument de ses visées électorales et de ses tactiques successives.

LA CFDT : Deuxième centrale syndicale, elle a pris en compte depuis 68 une partie des aspirations nouvelles de la classe ouvrière. Mais depuis les «Assises pour le Socialisme», les différentes tendances de la social-démocratie ont cherché à en faire leur champ de manœuvre.

La contradiction s'est accrue entre les travailleurs, et la pratique d'attentisme électoral, de manipulation et de division du révisionnisme et des réformistes dans la CGT et la CFDT.

Dans sa lutte, la classe ouvrière trouve en face d'elle des organisations de collaboration de classe (FO, CFTC), des officines du type CFT-CSL.

Dans les syndicats les communistes soutiennent et organisent la lutte des travailleurs, traquent la perspective de leur émancipation, développent la solidarité de classe et l'internationalisme prolétarien, et remettent en cause la politique révisionniste et réformiste.

C'est sur cette base que les communistes militent activement dans les syndicats CGT et CFDT, en créant là où il n'y en a pas, y prennent les responsabilités que leur confient les travailleurs et luttent avec eux pour qu'existe et se développe la démocratie syndicale et ouvrière.

De nombreux syndicalistes s'opposent à différents niveaux à la pratique et aux orientations qui dominent actuellement les confédérations.

Ils œuvrent au renforcement et à l'unification, sur une base de classe, des syndicats ; ils défendent et développent les acquis des luttes de la classe ouvrière : large démocratie, prise en charge de l'action par les travailleurs eux-mêmes, coordination et unité populaire dans les luttes.

Ni fraction, ni «nouveau syndicat» ce courant exprime de plus en plus les aspirations révolutionnaires des travailleurs.

Le PCRml l'appuie et l'aide à s'affirmer dans le sens de l'alternative révolutionnaire.

Le semi-prolétariat et les couches intermédiaires entre le prolétariat et la petite bourgeoisie

LE SEMI-PROLÉTARIAT

La pénétration du capitalisme à la campagne et dans le secteur de la distribution entraîne la croissance du semi-prolétariat, c'est-à-dire des ouvriers-paysans, des artisans et commerçants qui travaillent aussi en usine.

Réduits à des conditions difficiles ; ils tendent à perdre leurs illusions sur la possibilité de maintenir la propriété privée des moyens de production.

Nous publierons demain le paragraphe intitulé : «Les couches intermédiaires entre le prolétariat et la petite bourgeoisie».

Le 22 septembre

UN ANNIVERSAIRE DANS LA CRISE DE L'IMPERIALISME FRANÇAIS

● Le 22 septembre 1976, Barre, promu depuis peu au rang de Premier ministre, lançait devant les médias, le coup d'envoi de sa longue série de plans économiques.

Après le commis voyageur que fut Chirac et ses allées et venues à travers le monde, et surtout le Tiers-Monde producteur et exportateur de pétrole et de matières premières, pour «placer» quelques biens d'équipement français, c'est à un professeur d'économie, ex-président de la Commission de Bruxelles, de la CEE, que fait appel la bourgeoisie française. Et c'est déjà en soi tout un constat, celui d'une aggravation de la crise dans laquelle se trouve l'impérialisme français.

Les ambitions gaullistes enterrées, celles d'un redressement rapide de Giscard n'auront duré que deux ans.

Barre tire son propre bilan

Devant un faire-valoir idéal, Yves Mourousi, Barre a tiré mercredi soir le bilan de deux années de son plan : «Rappelez-vous comment les choses se sont passées. J'ai dit, un jour, tranquillement, en me fondant sur l'expérience des pays étrangers, et aussi en tenant compte des problèmes que nous avions à résoudre et de la situation internationale, j'ai dit : pour redresser l'économie française, il faut trois ans (...). Je n'ai pas voulu le dire, mais j'ai fait un pari sur le bon sens des Français et sur l'effort (...). Tout le monde veut parler des Français comme s'ils étaient perpétuellement fatigués. Ce n'est pas l'impression que j'ai quand je les vois». A une question sur l'avenir des jeunes : «Ils vont construire leur avenir, monsieur Mourousi, et un avenir qui n'est pas indigne du passé de la France. Voilà ce que les Français doivent se dire et pas constamment considérer qu'ils sont fatigués et qu'il n'y a aucune chance pour leurs enfants (...). Nous ne voulons pas que la France reste un pays archaïque, un pays aux méthodes de gestion qui ne soient pas modernes, un pays qui soit à la traîne. Et j'espère que les Français ne sont pas avachis pour pouvoir tenir cet objectif».

Avec Barre, les ambitions impérialistes en baissent beaucoup. Il ne s'agit plus de redonner à l'économie impérialiste française toutes les conditions de la compétitivité sur tous les secteurs, afin de concurrencer ou de résister mieux à la concurrence des superpuissances et d'autres impérialismes plus agressifs (RFA, Japon). L'objectif n'est plus que «l'adaptation des structures de l'économie française» aux nouvelles conditions de la concurrence internationale. En fait, de manière très pragmatique, il ne s'agit aujourd'hui que de «se tenir prêt» à une éventuelle relance de l'économie mondiale et le moment venu, de s'y accrocher.

LES PLANS BARRE : UN CAP, L'ASSAINISSEMENT...

L'histoire des plans Barre, c'est en fait celle de l'étroussante croissance des marges de manœuvre de la bourgeoisie et la tentative toujours reprise, de les récupérer. Pour cela, Barre et ses plans ont essayé et essaient encore de mettre en œuvre une série de moyens.

D'abord, assainir, restructurer l'appareil productif industriel. C'est la course, en cette période de crise, aux gains de pro-

ductivité, d'abord en éliminant les secteurs dont la survie face à la concurrence étrangère est trop coûteuse pour l'impérialisme français.

Ainsi, depuis 1976, les faillites ont augmenté de 12 %. Elles concernent les secteurs aujourd'hui les plus sensibles : textile, chimie, certaines productions sidérurgiques, de biens intermédiaires. Ensuite, reconstituer les profits et susciter l'investissement, de modernisation, de productivité, le seul qui pèsera à la fin du compte dans la concurrence.

Si l'aspect reconstitution des profits a assez bien réussi par rapport à 1976, surtout par la mise en œuvre du blocage des salaires, l'investissement n'a guère progressé de son côté.

En deux ans, les salaires ont vu leur pourcentage dans le revenu national diminué : 50,6 % en 1975, 50 % en 1976, 49,4 % en 1977. Les investissements se stabilisent autour de 17 %.

En fait, sous cet angle, les plans Barre n'ont rien modifié à la situation de l'impérialisme français face à ses rivaux immédiats. A cet égard, le retour à l'équilibre du commerce extérieur ces derniers mois dû principalement à la diminution de l'activité éco-

nomique est plus l'indice d'une faiblesse à peine contenue que d'un regain de vigueur.

Ainsi, l'impérialisme français face à la double concurrence : celle des pays hautement industrialisés (USA, RFA, Japon...), spécialisés dans les biens à haute technologie : électronique, informatique, nucléaire, aéronautique..., et celle des pays du Tiers-Monde produisant à très bas coûts, chercherait à s'assurer une position intermédiaire, sur des secteurs de technologie moyenne : sidérurgie, informatique, électronique et télécommunications, automobiles, poids lourds, aéronautique, moyens courriers...

... ET LE DÉVELOPPEMENT DU CHÔMAGE

Les plans Barre ont comme «conséquence nécessaire» le développement du chômage. C'est la conséquence des fermetures d'usines, mais aussi de l'affaiblissement de l'ensemble de l'activité industrielle. Le 22 septembre 1976, Barre déclarait : «Il faut donc soutenir et accompagner la restructuration qui est de toute façon inéluctable, plutôt que d'aider au coup par coup des entreprises qui ne

pourront survivre longtemps sous prétexte de sauver des emplois». Deux ans plus tard, à quelques semaines des élections législatives, il déclarait : «Pas question de voir une quelconque amélioration avant la fin de 1979». Et pourtant, il s'était donné trois ans en 1976 !

Aujourd'hui, l'hypothèque électorale étant levée, le 19 avril à l'assemblée nationale, dans sa déclaration de politique générale, Barre relançait de plus belle sa politique d'assainissement selon deux axes : — une liquidation rapide des entreprises et des secteurs maintenus en vie grâce aux aides de l'État et un renforcement de l'aide pour les secteurs bien implantés sur les marchés extérieurs ou capables de conquérir de nouveaux créneaux, — une libération des prix, très menaçante pour les entreprises à éliminer et une occasion d'élargir les profits...

En somme, comme si rien n'avait été résolu par les précédents plans... !

Ainsi, le barrisme est le concentré aujourd'hui de l'incapacité profonde de la bourgeoisie française à maîtriser les contradictions, à manœuvrer en recul pour réadapter sans cesse son appareil productif.

Remous à L'Aurore

UN 14^e QUOTIDIEN DANS LES GRIFFES D'HERSANT ?

● Ce qui se passe à L'Aurore en ce moment revêt une certaine importance. Hersant vient en effet de faire un nouveau pas en avant dans la prise de contrôle de ce journal. Si les choses venaient à se préciser, l'aventurier Hersant, ami personnel de Giscard comme de Chirac, ajouterait ainsi un nouveau fleuron à un empire de presse qui comprend déjà 13 quotidiens (dont deux importants tirages, France-Soir et le Figaro), 9 hebdomadaires, deux agences de presse, et un réseau privé de transmission par fac-similé.

Les preuves ne manquent pas qui laissent à penser qu'Hersant est en train de mettre ses griffes sur L'Aurore. La plus récente est la démission, lundi dernier, du directeur de la rédaction, Gilbert Guilleminault. Il explique ainsi sa démission : «Après plus de seize années passées à servir loyalement ce journal, il m'est impossible de participer sans broncher à son naufrage». Le 6 juillet, quand un grou-

pe d'industriels avait racheté L'Aurore pour la bagatelle de 8 millions de francs, le nouveau PDG, Marcel Fournier avait pourtant promis qu'il n'y aurait aucun changement dans la rédaction. Il avait aussi promis que le journal partirait sur de nouvelles bases. Or, le personnel vient de se faire dire : «qu'en dépit de ces perspectives (mauvaises), les dirigeants de l'entreprise ont cependant voulu tenter l'expé-

rience de poursuivre la publication en 1979...». C'est soi-disant pour faire face à ces difficultés financières que la direction de L'Aurore (et de Paris-Turf) signait le 15 septembre un accord avec Hersant : dès l'année prochaine, L'Aurore serait imprimé chez Hersant, à la Plaine Saint Denis. De plus il utiliserait le réseau de fac-similé de France-Soir et du Figaro. Enfin, il publierait en commun avec ces deux journaux des placards publicitaires et des petites annonces.

Dans la presse bourgeoise, quand on «tient» l'impression, la publicité et le fac-similé, on tient la rédaction. C'est ce qui a motivé la démission du directeur de cette rédaction.

Quant au fond, l'important n'est pas de savoir si

l'achat de L'Aurore en septembre était téléguidé par Hersant, ou si celui-ci a profité des difficultés financières apparues. L'important, c'est qu'un nouveau titre est en train de tomber dans l'empire. Bien évidemment, L'Aurore est un journal réactionnaire, et parmi les pires. En ce sens, le contenu ne changera pas considérablement. Il n'en reste pas moins que l'affaire de L'Aurore est un nouveau pas en avant dans la normalisation de la presse. Déjà, des centaines de milliers de personnes lisent dans des journaux différents les mêmes articles, les mêmes mensonges, la même propagande, la même intoxication. Au nom du libéralisme.

Nicolas DUVALLOIS

Important déficit du commerce extérieur sur les fruits et légumes

La balance commerciale française a accusé un déficit global d'un milliard pour le mois d'août. Selon le ministère du Commerce extérieur, une partie de ce déficit est due à la baisse des exportations de produits agricoles, ainsi qu'à un accroissement des importations de produits tropicaux. Actuellement, 35,3 % des produits agricoles mis en vente proviennent de l'importation, ce qui représente une augmentation importante ces dernières années.

Le Parisien libéré ?

Griotteray, actionnaire de Minute, président de l'UDF du Val de Marne, administrateur depuis juillet du Parisien Libéré, vient de faire savoir qu'il devenait éditeur politique du Figaro-Magazine, hebdomadaire que s'approprie à lancer Hersant. Cela signifie-t-il que le Parisien Libéré sera la prochaine victime de la pluie ?

Communiqué du Comité central du Parti communiste révolutionnaire marxiste-léniniste

Dans une lettre publique de son Comité central (29 juillet), puis dans un article de son organe central (3 septembre), le Parti du travail d'Albanie en est venu à se livrer à de grossières attaques, dénaturant l'œuvre et la pensée de Mao Tsé-toung.

Il réédite avec mépris à «une lutte chaotique affrénée de fractions» plus d'un demi-siècle de luttes où s'est construit le Parti communiste chinois ainsi que la Révolution culturelle.

Il accuse Mao Tsé-toung, ainsi que Chou En-lai, et le Parti communiste chinois, d'avoir eu une «attitude hésitante» vis-à-vis de Khrouchtchev, d'avoir, dès 1964, manifesté un «esprit de chauvinisme de grand État et de nationalisme bourgeois», instigant «à la guerre en Europe».

Il qualifie à présent la République populaire de Chine d'«impérialisme» menant une «politique de superpuissance, une politique belliciste et de domination du monde». Il l'accuse de «pousser à une troisième guerre mondiale», ne faisant que répéter ce que répète, de Khrouchtchev à Brejnev, la propagande du Kremlin.

Par ce déchaînement d'attaques insensées et de contre-vérités historiques, les dirigeants albanais se sont placés d'eux-mêmes en dehors et à l'opposé du point de vue et des positions marxistes-léninistes.

Dans la situation internationale actuelle, de telles prises de position servent à couvrir les visées hégémoniques du social-impérialisme soviétique, dont le PTA reprend aujourd'hui les attaques les plus virulentes contre le Parti communiste chinois et la République populaire de Chine.

Le Comité central du PCRml condamne énergiquement la polémique engagée par le Parti du travail d'Albanie contre la politique présente et passée du Parti communiste chinois et contre les partis marxistes-léninistes dans le monde.

17 SEPTEMBRE 1978

MUNICIPALITÉS D'UNION DE LA GAUCHE : LE PCF DÉFEND LE MRG

Déjà minées par les contradictions entre PS et PCF, les municipalités d'Union de la gauche sont aujourd'hui l'objet d'une nouvelle querelle, celle qui oppose les socialistes aux radicaux de gauche. Après la mission confiée par l'Élysée à Fabre, et à un moment où l'éclatement du MRG est probable, les élus municipaux du PS entendent se débarrasser de partenaires aussi encombrants. A Villefranche-de-Rouergue, — dont Fabre est maire —, ils viennent de se constituer en groupe d'opposition. A Beauvais, le maire PS a démis de ses responsabilités l'adjoint direct de Fabre, Pierre Bracque. Ils adoptent la même tactique dans les municipalités à majorité PCF. Le calcul politique est évident : à la fois affirmer — à peu de

frais — l'ancrage du PS à gauche, et mettre quelques bâtons dans les roues des maires PCF. Il semble que l'opération soit réussie, puisqu'à Saint-Étienne, le maire PCF s'oppose à ce que les radicaux ex-de-gauche se voient retirer leurs responsabilités. Explication de la fédération de la Loire du PCF : « Notre activité municipale est uniquement dictée par le respect du contrat municipal qui lie tous les partenaires ». En dehors de l'aspect comique des choses, qui voit le PCF défendre des radicaux en rupture de banc, pour s'opposer au PS, on peut penser que le PCF a une idée en tête en insistant sur le « contrat municipal ». Rentrés en mars 1977 dans de nombreuses municipalités socialistes, ils font tout pour y rester.

LE SUICIDE DE MONIQUE

Mardi matin, une jeune dactylo de 27 ans, chômeuse depuis plusieurs mois, se suicidait en se jetant du troisième étage de la préfecture de Nanterre. Monique Ritter avait prétexté un malaise pour se faire conduire sur la terrasse où elle accomplit son ultime geste de désespoir.

Simple malaise ? Le chômage est bien plus que cela pour qui le vit. Un mal qui vous ronge. Le rythme, les contacts et les liens établis quotidiennement sur le terrain de l'exploitation dans les usines, les ateliers et les bureaux où a pu se souder une unité, où le travailleur, confronté dans ses rapports avec sa situation d'exploité, trouve sur place les moyens d'y faire face : la révolte individuelle peut y rencontrer sa sœur, s'organiser collectivement avec les armes

que se sont données depuis longtemps les travailleurs.

Chômeur, le travailleur se confronte seul, par une marginalisation par rapport au monde où il avait sa force ; l'angoisse prend souvent le pas sur la révolte ; isolé face à la division soigneusement entretenue par la bourgeoisie, la recherche d'un emploi devient une concurrence, brisant par ailleurs cette unité créée avec ses camarades d'exploitation. L'angoisse du lendemain, chaque jour renouvelée, les subsides de l'État s'amointrissant, ce mal vous prend aux tripes, vous ronge les nerfs. Monique n'y a pas résisté.

Ce mal que la restructuration capitaliste développe, doit trouver une autre solution que le désespoir ; sur ce terrain aussi, l'organisation est possible, la lutte nécessaire.

«Légitime défense» sur le Larzac ?

L'année dernière, neuf paysans du Larzac se désolidarisèrent des autres et «échangeaient» 15 hectares avec l'armée. Depuis, les murs de la Cavalerie se sont ornés des inscriptions suivantes : «Non au lait kaki», «Dieu ne pardonne pas aux neuf Judas», etc.

Le Mouvement pour l'Ordre et la Paix sur le Larzac, groupement réactionnaire comme son sigle l'indique, a prévenu le préfet de l'Aveyron dans une lettre ouverte que «devant la répétition de tels actes que la carence des autorités a la faiblesse de tolérer, nous nous voyons dans l'obligation d'envisager certaines mesures, parmi lesquelles la prise de contacts avec les Associations de Légitime Défense». Outre qu'elle confirme la nature politique de ce genre de «mouvements», cette déclaration montre clairement et simplement par quels mécanismes et de quelle manière les associations de Légitime Défense peuvent jouer le rôle tant de groupe de pression pour accentuer le caractère répressif de l'État, que de moyen direct de chantage et de règlement de compte armé.

Conférence de presse de Paul Laurent

LAURENT MENT AVEC SANG - FROID, PERLICAN S'ENERVE

● Paul Laurent, du Bureau politique du PCF et Rolande Perlican, candidate de ce parti dans le XIV^e arrondissement pour l'élection partielle de dimanche prochain, tenaient mercredi matin une conférence de presse dans les salons de l'hôtel PLM. Pourquoi Laurent ? Assurément parce que la direction du PCF estime qu'en l'état actuel des choses, il représente le mieux le nouveau visage que ce parti essaye de se donner. N'est-ce pas à lui qu'a été confié le soin de rédiger le livre *Le PCF comme il est* ? On lira ci-dessous qu'il se complait parfaitement dans ce rôle. C'est du moins ce qui ressort de

A PROPOS DU XXIII^e CONGRES

— Question : M. Laurent est-ce que vous aimeriez préparer et être le rapporteur du projet de rapport au XXIII^e Congrès ?

— P. Laurent : Aimer quelque chose... J'aimerais bien ! Mais c'est le comité central qui décidera. En tout cas, sauf imprévu, comme secrétaire à l'organisation, du parti, je suis à peu près sûr d'être associé étroitement à la réflexion sur ces problèmes.

Il y a au moins ça qui est acquis.

— Question : à propos du livre que J. Elleinstein a écrit sur le centralisme démocratique, sur ce sujet quelle est la différence fondamentale avec le vôtre ?

— Paul Laurent : Son livre, je crois était plus descriptif, plus explicatif, telle est la différence qui saute aux yeux.

LE SOUS MARIN VERT

— Q : Mme Perlican pourrait-elle nous donner son sentiment sur le retrait de ce candidat que l'on a

appelé «le sous marin vert». Rappelons qu'à partir du moment où il a été établi qu'il était membre de votre parti, il a retiré sa candidature. Est-ce qu'il vous semble que procéder ainsi est le meilleur moyen de montrer que le PCF change, qu'il ne pratique plus la magouille électorale ?

— R. Perlican : Comment voulez-vous que nous suscitions ce genre de candidatures ? Il y a une bulle qui a été lancée, il y a des gens qui s'amuse autour, ce n'est pas très sérieux. On a déjà répondu à la question, il y a quelques jours, je n'ai rien à ajouter.

— Q : Ce que tout le monde constate, c'est que ce n'est qu'à partir du moment où M. Lalonde a menacé de rompre toute relation...

— R. Perlican : (...) Voyons moi-même je n'en sais rien. Je ne m'attache pas à ce genre de questions. Il y a énormément de candidats que personne n'a jamais vus ni d'Adam ni d'Eve, qu'on ne connaît pas et d'autre part ça suffit maintenant, vous empêchez les gens de parler...

la réponse qu'il a apportée à la question très directe d'un journaliste sur le rôle qu'il entend jouer au XXIII^e congrès. Nous reproduisons par ailleurs les questions d'un journaliste du *Quotidien du Peuple* et les réponses de Paul Laurent à propos de l'agression dont une équipe de militants de notre parti a été l'objet de la part du service d'ordre de la fête de *L'Humanité*, il y a une dizaine de jours. On lira également les réponses de Mme Perlican au sujet de «l'écologiste» qui, une fois que son appartenance au PCF était établie, et que des écologistes se sont fâchés, a retiré sa candidature.

— Question : Ce qu'il faut remarquer quand même c'est que c'est seulement à partir du moment où M. Lalonde brandit une menace de rupture entre les écologistes et le PCF que ce candidat s'est retiré. Il y a quand même un curieux concours de circonstances qui fait que...

— R. Perlican : (...) Je ne sais pas à quoi vous jugez qu'un candidat s'est

retiré ; en général on sait si un candidat se présente ou pas, s'il dépose son bulletin de vote, ça se voit à ce moment là. Je n'ai rien vu dans la presse...

— Q : Si tout le monde a pu le lire.

— R. Perlican : Vous voyez ça m'a échappé. Mais ça ne change rien au reste ; visiblement, Mme Perlican ne lit que *L'Humanité*.

A PROPOS DE L'AGRESSION CONTRE DES MILITANTS DU PCRml

— Paul Laurent : «Moi, j'ignore absolument tout de cet incident et il faudrait montrer qu'il a vraiment eu lieu. Comme responsable du Parti communiste, la première chose pour moi, c'est de vérifier la véracité de vos dires et je dois dire que si un incident de ce type s'était produit, nous serions les premiers à le désavouer et en tout cas, ce qui est certain c'est qu'il ne s'est pas produit à l'initiative d'une direction quelconque de notre parti. Premièrement, je mets en doute son existence. Deuxièmement, à coup sûr, notre responsabilité de direction, même dans l'hypothèse où cet incident se serait produit n'est pas engagée ; par conséquent, je ne me sens pas du tout concerné comme dirigeant du Parti communiste par toutes les remarques que vous venez de faire».

COMMUNIQUÉ DES FEDERATIONS PARISIENNES DU PCRml

Lors de la Conférence de presse tenue ce jour par P. Laurent a été évoquée l'agression dont ont été victimes des diffuseurs du *Quotidien du Peuple* lors de la fête de *L'Humanité*.

P. Laurent ayant contesté les faits, les fédérations parisiennes du PCRml tiennent à faire savoir :

— que dimanche 10 septembre, non loin de l'entrée de Stains, à l'extérieur de la fête dans un lieu public, une dizaine de militants du PCRml diffusaient à partir de 14 h 30 le *Quotidien du Peuple* et d'autres publications («Centralisme démocratique : le sens d'un débat», notamment), ainsi qu'un appel aux militants du PCF.

— qu'ainsi, ils faisaient connaître le point de vue de notre Parti sur le centralisme démocratique, le projet socialiste pour la France, sur l'expérience de l'URSS.

— qu'à 17 h 30, un commando de près de vingt membres du Service d'ordre de la fête de *L'Humanité*, manifestement organisés et dirigés pour cela, venus à bord d'une camionnette rouge de location Avis, ont agressé ces militants.

— que 500 F de matériel (publications et table de camping) ont été volés à cette occasion.

— que plusieurs militants de notre Parti ont été violemment frappés et blessés, et qu'un militant handicapé physique a été menacé d'être embarqué dans la camionnette.

— que cette agression fait suite à toute une série d'autres : en mai 1978 à la fête du PCF de Nanterre, contre d'autres militants du PCRml, le 1^{er} mai 1977 contre le cortège du mouvement des femmes, etc.

Tout comme les militants de base du PCF et les travailleurs présents lors de cette agression, le PCRml dénonce ces pratiques, exige la restitution du matériel volé et appelle les travailleurs, membres ou non du PCF, à s'opposer à de tels agissements.

Le 20 septembre 1978

La Grande - Bretagne peut être dans le consortium airbus

Un des sujets de discussion du sommet d'Aix-la-Chapelle était la demande de participation britannique sur le projet Airbus. Actuellement, l'Airbus est co-produit par la SNIAS et des sociétés allemandes et néerlandaises. La Grande-Bretagne était intéressée par une association à la construction, mais jusqu'à présent, n'avait pas accepté de se porter acquéreur d'Airbus, préférant se fournir auprès des constructeurs américains. Le gouvernement français s'était opposé à l'entrée de la Grande-Bretagne dans le consortium tant que celle-ci n'achèterait pas d'Airbus. L'Allemagne a une position beaucoup moins ferme : elle ne serait pas fâchée de voir l'influence de la

SNIAS contrebalancée par la participation britannique.

Le dossier est relancé par la décision prise par la société Laker Airways d'acheter dix Airbus pour des liaisons charter. La capacité de l'Airbus ne permet pas de relier l'Europe à l'Amérique, il est probable que les appareils serviront à des liaisons entre la Grande-Bretagne et le Proche et Moyen-Orient.

Il n'est pas certain pour autant que le gouvernement français acceptera l'entrée de la Grande-Bretagne dans le consortium, une acquisition limitée d'Airbus par une société privée britannique n'étant pas forcément un argument suffisant pour le faire changer de position.

Maîtres auxiliaires au chômage... classes bourrées... postes non-pourvus

LA RENTRÉE SANS PROBLÈMES DE BEULLAC

« Dans l'Académie de Créteil, quatre jours après la rentrée scolaire, seuls 12 M.A. en Lettres Modernes sur 190 ont reçu leur nomination. En dessin, 9 sur 144 » souligne un enseignant syndiqué au SGEN-CFDT. Au total, sur cette académie, 700 M.A. n'ont pas de poste et le chômage atteindra sans doute 400 d'entre eux. Pour ceux qui sont nommés, des situations incroyables les attendent parfois.

« Ma femme est licenciée en mathématiques. Elle n'a pas retrouvé son poste de l'an dernier. Son nouveau poste se compose de trois heures de maths et de vingt heures d'éducation physique ! » Les M.A. nommés en « surnombre » sont voués à des fonctions

• Mercredi après-midi, plusieurs centaines d'élèves et d'enseignants ont manifesté devant le ministère de l'Éducation Nationale. Aux slogans demandant la création de postes et le réemploi des maîtres-auxiliaires s'ajoutaient ceux des élèves de plusieurs établissements de Montreuil en grève : « Haby, c'est fini, Beullac, c'est reparti ! » et « Beullac t'es foutu, les élèves sont dans la rue ! ». Une manifestation

disparates (un peu de documentation, un peu de soutien, etc.) et les suppléants peuvent être « baladés » pendant l'année sur tout un département. Enfin, les nouveaux certifiés titulaires n'obtiennent pas de poste définitif et sont mis massivement « à la disposition du recteur ». Certains attendent encore leur nomination.

Il faudrait évoquer enfin la réduction du nombre des surveillants et les consignes de Soisson (Jeunes-

se et Sports) à propos de l'éducation physique. Les professeurs d'EPS doivent assurer deux heures supplémentaires tandis que les heures d'animation sportive extra-scolaire passent de trois à deux heures. Le nombre d'heures de gymnastique pour les élèves reste dérisoire et pendant ce temps, des milliers d'auxiliaires d'EPS ne sont

qui faisait suite à plusieurs interventions infructueuses auprès du rectorat et qui prélude à d'autres actions, notamment pour l'emploi des M.A. Contrairement à ce que prétend Beullac et à ce que laissent supposer les déclarations apaisantes d'André Henry, secrétaire de la FEN (Fédération de l'Éducation Nationale), la rentrée n'est pas sans problèmes.

pas employés.

Parallèlement à l'élimination des M.A. qui fait dire au SGEN de Créteil : « Beullac dans l'éducation, tu restes le ministre du chômage ! », les classes du second cycle (à partir de la seconde) sont surchargées. « Le bourrage de ces classes bat tous les records cette année », souligne un professeur de

Maisons Alfort. « Dans mon établissement, le principal a reçu une circulaire lui donnant l'ordre d'aller jusqu'à 40 élèves par classe. Jusqu'à présent, une tolérance voulait que le maximum soit limité à 35. Du coup, la plupart des secondes ont 39 élèves ! » Ces mesures sont le pendant de la mise en place de la réforme Haby

dans le premier cycle. La limitation à 24 élèves dans les classes de 6^e et 5^e a mobilisé les crédits disponibles. Pour habiller Pierre, on a déshabillé Paul.

Dans les établissements, les conséquences de cette politique sont graves et ont provoqué la mise en grève à la fois de professeurs et d'élèves depuis lundi, sinon depuis le jour même de la rentrée... C'est par exemple le cas du LEP (ex-CET) d'Auberwilliers, en grève reconductible depuis vendredi. A Montreuil (Saint-Denis), élèves et professeurs des lycées Jean Jaurès et Condorcet, ainsi que de l'annexe Anatole France sont en lutte depuis lundi.

A Condorcet (lycée technique et LEP), il n'y a pas moins de onze postes non pourvus sans parler des postes non créés ou supprimés. Selon le rectorat, les enseignants prévus « vont bientôt arriver. Patience ».

Peu avare de bonnes paroles, le ministre de l'Éducation a montré aussi mercredi qu'il n'était pas chiche sur la quantité de flics à opposer à la manifestation. Les rues menant au ministère étaient bouclées et seule une délégation de professeurs a pu passer.

Claude ANCHER

Une manifestation peu unitaire

On notait à la manifestation l'absence du SGEN-CFDT, à l'exception du SGEN de Créteil. Dans un tract, le SGEN-Créteil explique cette situation.

Après avoir rappelé les actions menées précédemment (dont l'occupation de deux radios périphériques pour briser le mur du silence) le texte poursuit : « Nous sommes présents devant le ministère de l'Éducation Nationale, bien qu'il s'agisse d'une initiative prise unilatéralement par le SNES-Région parisienne, la CGT qui n'ont pas invité le SGEN à s'y joindre au mépris des accords nationaux SNES-SGEN, pour répondre à la volonté unitaire des intersyndicales de personnels ».

L'Inter-Académie du SGEN-CFDT Paris-Créteil-Ver-sailles appelle tous les personnels à un rassemblement mercredi 27 septembre, à 14 h à la Bourse du Travail.



Déjà deux pétroliers bloqués à Antifer et à Lavera

ELF S'ORIENTE VERS LES PAVILLONS DE COMPLAISANCE

« Si la compagnie envoie les remorqueurs pour nous sortir du port, les lances d'arrosage seront prêtes » expliquent les marins en grève du *Pierre Guillaumat*, le plus gros super-pétrolier du monde. Son armateur, la Compagnie Nationale de Navigation, est en effet sur le point de vendre plusieurs navires de la flotte, menaçant ainsi l'emploi de 210 marins. Et au fur et à mesure qu'ils reviennent du Golfe, leurs équipages sont prêts à les bloquer. Derrière la CNN, il y a en effet la politique d'ELF.

Le mouvement s'est déclenché lundi, alors que le *Pierre Guillaumat*, 550 000 tonnes, accostait au terminal pétrolier d'Antifer, pour décharger une partie de ses soutes. Réunis en assemblée générale, marins et officiers ont décidé de cesser le travail dès l'appareillage du bateau, qui devait intervenir ce jeudi matin. Le *Pierre Guillaumat*, fleuron de la CNN, n'est pas menacé directement. Il s'agit des « petits » pétroliers de la flotte, dont le tonnage est de l'ordre de 80 000 tonnes, et qui sont jugés non rentables. Ainsi, le *Concorde*, arrivé mardi à Lavera (Bouches-du-Rhône) et aussitôt bloqué par son équipage, devrait être vendu cette année, la décision étant prise depuis longtemps. Le *Brumaire*

devrait être transformé en barge de stockage, au large des côtes africaines, et des menaces sérieuses pèsent sur le *Nivôse* et le *Ventôse*. Au total, en comptant les équipages de réserve et les remplaçants des hommes malades, 210 marins.

« Les armateurs sont trop riches. Ce sont de vrais pirates. Dans tous les ports français, il y a des marins au chômage, des gars qui connaissent le métier. Et ils ne veulent pas embaucher pour compenser le remplacement des petits pétroliers par quelques grands. Alors que nous n'arrivons pas à avoir de vie de famille, que nous ne pouvons pas débarquer dans les ports où nous accostons, que ce

soit à Antifer ou Southampton. D'ailleurs, même si on le pouvait à Antifer, je ne sais pas très bien où on irait » explique depuis le bord du pétrolier le représentant des marins. Ceux-ci travaillent sur le rythme d'un aller et retour au Golfe arabo-persique suivi sans interruption d'un aller, puis sont relayés par un équipage envoyé sur place. Au total, de 110 à 120 jours en mer, disponibles 24 heures sur 24. Les marins, outre le maintien de l'emploi, demandent à être relevés à chaque rotation, ce qui éviterait d'ailleurs de déboucher. Couvant depuis longtemps, le mouvement est très déterminé, puisque, malgré l'avis des officiers, une grève de 48 heures renouvelable a été votée, à la quasi-unanimité. Or, selon la CNN, chaque jour de grève coûte 300 000 francs actuels. Les grévistes disposent donc d'une arme de poids. Jouant la naïveté, les représentants de la CNN accourus à Antifer leur ont expliqué qu'ils « coupaient la branche sur laquelle ils étaient

assis », en fournissant des arguments à ELF, seul armateur de la compagnie, pour se tourner vers les compagnies libériennes et panaméennes. La menace a été entendue chez les officiers, dont le syndicat CGT au Havre voudrait éviter une grève illimitée. Mais chez les marins, aussi syndiqués CGT, on ne l'entend pas de cette façon : « La CNN n'est qu'un paravent de ELF. Et on sait très bien que ELF a l'intention de se tourner vers les pavillons de complaisance, pour gagner encore plus de fric. En se mettant tous en grève, on peut empêcher qu'ELF nous fasse ce coup-là » disent-ils en affirmant que le mouvement pourrait bien s'étendre à la Navale du pétrole et à Total, les deux autres gros armateurs français de pétroliers.

Même si certaines contradictions apparaissent avec des équipages de pays du tiers-monde dans la réflexion faite — il est vrai que ceux-ci, sous payés, trop peu nombreux et mal formés, courent sou-

vent des risques importants —, la lutte pourrait bien rencontrer un large écho dans la marine marchande : « L'Olympic Bra-

very, et l'Amoco Cadiz, ça suffit de deux fois. Il faudra qu'ELF cède ».

Eric BRÉHAT

Castelnaudary : un « Sidi Bel Abbès » moderne ?

La Légion Étrangère vient d'élargir son patrimoine foncier à Castelnaudary (Aude). Ce qui va dans le sens du rêve du maire RPR de la ville, Jean-Pierre Cassabel : faire de Castelnaudary un « Sidi Bel Abbès » moderne ! Après avoir acquis le domaine de Bertrandou, près de Moussoulens, l'armée a acquis pendant le mois d'août un domaine de 18 hectares à Castelnaudary. La Légion s'était déjà cassée les dents en janvier 1977 alors qu'elle convoitait un domaine de 110 hectares de terres cultivables au nord de la ville. La mobilisation des paysans d'Issel et de Saint Papoul empêcha la réalisation de l'opération. La SAFER appliquait alors son droit de préemption sur les domaines de « Pech Cauler » et de « L'escargot ». En novembre 1977, la Légion vise alors les domaines de « La Tour » et du « Mandre » à Payra-sur-l'Hers. Deuxième échec. L'acquisition récente est destinée entre autres à la construction de casernements et d'un mess pour officiers. Les visées d'extension de la Légion étrangère ne sont pas finies : d'autres opérations immobilières sont en vue et dans l'immédiat, elle voudrait louer des terrains sur la « Pomarede ».

LE PUY : VERS UN RASSEMBLEMENT DES LUTTES POUR L'EMPLOI LE 27 SEPTEMBRE

La CFDT et FO avaient fait circuler avant le «référé» une pétition : «Je suis d'accord avec le plan de restructuration et j'exige donc d'être licencié dans les premiers» qui, le comble pour une pétition, devait recueillir le moins possible de signatures pour être efficace. C'est chose faite : lundi 18 septembre, personne n'avait osé signer son arrêt de licenciement, bien évidemment ! Les travailleurs d'Elastelle continuent de se mobiliser et d'appeler autour d'eux à l'élargissement de la riposte ouvrière sur la question de l'emploi. Ils ont envoyé aux sections syndicales et travailleurs de nombreuses entreprises en lutte une motion votée en assemblée générale de «soutien aux travailleurs des entreprises qui licencient» et appelant «plus que jamais, contre les licenciements, face à

Elastelle : il y a quelques jours, les travailleurs affrontaient les flics.



La Sonacotra contre les résidents

• La perspective tracée par l'UIS-CFDT du Puy d'un rassemblement des boîtes en lutte pour l'emploi le 27 septembre vient à point pour appuyer la détermination des travailleurs d'Elastelle. La direction d'Elastelle croyait venir à bout de ce conflit sur l'emploi, né avant les vacances (comité d'entreprise où Valentin, le directeur, annonçait 111 suppressions

l'attitude du pouvoir... à une riposte sans précédent qu'il nous faut organiser dans l'unité». Quant aux Unions Locales CGT et CFDT du Puy, elles se sont rencontrées mardi 19 septembre. Mais, comme Maire et Ségué, elles se sont séparées sans rien conclure.

RASSEMBLER LES LUTTES POUR L'EMPLOI

L'UIS CFDT, qui n'avait pas jugé bon de souscrire à la proposition d'un rassemblement d'été autour des tanneurs et avait appuyé les journées d'action

des 14 et 15 août, proposait cette fois de hausser d'un cran la réponse syndicale aux mauvais coups de la bourgeoisie. Et puisque «les patrons ont choisi le Puy et tiennent tant à en faire pour deux jours la capitale de la France» (avec le salon national de la création d'entreprises les 27 et 28 septembre prochains), la CFDT comptait répondre à cette provocation comme il se doit. Dans une ville où «aujourd'hui, la plus grosse entreprise, ce sont les hôpitaux... seule une réaction d'ampleur nationale peut aider les boîtes en lutte sur l'emploi et faire aboutir les

d'emplois). L'idée patronale d'un référendum sur de «nouvelles» propositions (47 licenciements et 23 départs volontaires ou pré-retraites) visait à isoler le noyau combatif et notamment la CFDT. Celle-ci appelait en conséquence au boycott de cette consultation piégée. Mardi 19 au soir, les résultats étaient clairs : 10 votants sur 371 salariés...

revendications des travailleurs et reculer l'Etat et le patronat» déclarait le responsable local CFDT Léotoing. Mais ce n'était pas là le langage que voulait entendre l'UD-CGT et surtout Béal, le permanent dépêché sur la lutte des tanneurs par la confédération. Pied à pied, la direction CGT s'employait à tenter de disqualifier la proposition, tantôt comme «inadaptée», tantôt comme «prétentieuse» ou enfin comme susceptible d'encourager on ne sait trop quelle «provocation».

LE PCF VOTE POUR LE SALON

Il semble bien que le fin mot de l'histoire ne se trouve pas exclusivement dans la crainte de certains responsables cégétistes d'être à nouveau débordés. Car le conseil régional où PCF et PS sont en nombre vient de voter seize millions de crédits pour le salon du bluff patronal, et les représentants de ce qui fut le programme commun l'ont voté avec un bel ensemble ! Alors, bien sûr, il y a de quoi gêner aux entournures certaines figures du PCF à la tête des structures CGT impliquées dans ces luttes sur l'emploi et qu'il faudrait pourtant coordonner contre le salon provocateur. C'est pourquoi la CFDT s'est heurtée à une fin de non recevoir et prendra en

Mousson... Et même Maire, Ségué et Henry (de la FEN). Il est évident que la présence éventuelle d'une délégation confédérale CFDT serait, aux yeux des cégétistes du Puy, et de nombreux travailleurs, un «encouragement appréciable dans leur combat».

Pour une riposte de masse sur le terrain de l'emploi, pour affirmer la volonté ouvrière de «vivre et travailler au pays», l'initiative du 27 peut être une étape importante de mobilisation. C'est pourquoi sans doute de nombreux syndicalistes et travailleurs en lutte ou appelés à l'être apporteront leur soutien à cette première rentrée offensive !

Stéphane RAYNAL

Le préfet vante l'ordre public

«L'ordre public a été maintenu sans brutalité et de façon exemplaire par les forces de l'ordre». Voici ce qu'auront retenu les journalistes présents à la conférence de presse tenue par le Préfet Lavigne après la manifestation des salariés d'Elastelle-Tissel. Oubliant les blessés et les arrestations parmi les travailleurs, le préfet a donné sa version toute particulière des événements. Voilà bien la démonstration du cynisme et du mépris du pouvoir pour les travailleurs qui défendent leur emploi. Les interventions des CRS, matraques à la main, seraient donc normales et personne n'y prendrait garde... La manœuvre est claire : isoler les ouvriers d'Elastelle, déformer la vérité et peut-être préparer d'autres exactions. Mais les travailleurs, avec leurs organisations syndicales, vont rappeler la vérité à M. le Préfet, en développant une campagne de contre-information, en rassemblant les travailleurs autour du thème contre la répression. Le travail qui a déjà commencé va être relancé avec cette nouvelle affaire. Cette démarche prend toute son importance en prévision de la riposte qui s'organise à l'occasion du salon des 27 et 28 septembre. Ces journées seront aussi une mobilisation contre la politique répressive du pouvoir.

LE PROCES DE MONTREUIL UNE FOIS DE PLUS REPORTÉ

• «Report à quinzaine», telle est la conclusion du juge, en fin de séance du procès des résidents du Foyer de Montreuil Lanoue, assignés devant le tribunal ce mercredi 20. Le procès avait été reporté cet été, le dossier fourni par la Sonacotra contre les grévistes n'étant pas très convaincant...

Le procès est prévu pour dix heures, au tribunal d'instance de Montreuil. Comme c'est devenu une habitude, les résidents du foyer iront en manifestation, depuis la cité Lanoue. Des rangs particulièrement combattifs, montent les slogans : «Sonacotra cédera, Français-Immigrés une seule classe ouvrière...»

La salle du Tribunal est pleine, trop petite pour que tout le monde trouve place sur les bancs de bois. Au fond du tribunal,

beaucoup restent debout. Vénus soutenir les cinq résidents assignés, se retournent au coude à coude les résidents du foyer, des représentants du foyer AFTAM de la rue Rochebrune, des syndicalistes CFDT de chez Dufour, SOFRESID, SICCE, du laboratoire Roland Marie, à l'appel de l'Union Locale, et CGT avec la section syndicale de l'hôpital.

La plaidoirie prononcée par l'avocat de la Sonacotra provoquera des protestations véhémentes. Non

content de réclamer le paiement des arriérés, depuis septembre 1975, et l'exclusion du foyer, l'avocat osera dire que chaque résident dispose de plus de 20 m², donc plus que dans un HLM. Les résidents rétorquent : «C'est 8 m² qu'on a !» Le juge : «Silence ou je fais évacuer la salle».

Finalement, le juge invoquera que les avocats des deux parties ne se sont pas transmis avant l'audience leurs conclusions et renverra le procès au 4 octobre, même lieu, même heure.

Devant le tribunal, le Comité de coordination fait le point, remercie tous ceux qui ont apporté leur

soutien, et les invite à revenir le 4. On annonce que la municipalité PCF de Montreuil a envoyé une délégation. Personne n'est dupe, les résidents de Montreuil savent à quoi s'en tenir : «Quand la grève a commencé, en septembre 1975, ils sont venus nous voir pour nous dire qu'ils nous soutenaient et qu'ils allaient même envoyer un gars de chez eux habiter au foyer pour nous aider. Dès qu'il est arrivé, il a distribué des vignettes de la Fête de l'Huma, en demandant aux délégués de les vendre. Il a même proposé des cars pour nous emmener à la fête. On a refusé, ce n'était pas le boulot des délégués de vendre des vi-

gnettes du PC. On a commencé à se méfier, surtout qu'au bout de quinze jours, on a appris par les journaux qu'on avait signé un accord avec la Sonacotra, les foyers de Montreuil, Saint Denis et la Courneuve. On avait même accepté de reprendre les paiements ! Pourtant, on n'était au courant de rien. C'était le représentant du PCF qui avait signé ! Mais ça nous a permis d'avancer sur la question de la démocratie : en AG, on a déterminé les conditions pour que les délégués soient habilités pour discuter au nom des résidents, et le protocole signé a été rejeté ! Après, il a fallu continuer à se battre, car certains délégués

avaient fait sortir le foyer de Montreuil du Comité de coordination. Le soir même, où 18 délégués étaient expulsés par les flics, une assemblée générale désavouait ceux qui avaient tout fait pour faire cesser la lutte ici. Et depuis, la lutte continue.»

Le foyer de Montreuil, c'est cette lutte qui dure depuis trois ans, l'unité des résidents prouvée à chaque mobilisation, c'est aussi cette expérience des manœuvres du PCF, et la bataille pour l'autonomie de la lutte. De solides atouts pour affirmer avec les résidents : «Sonacotra cédera».

Monique CHÉLAN

TERRIN : DEMANTELER POUR MIEUX DIVISER

● Mercredi en fin de soirée, les 1 200 travailleurs de la SAM et de SUD Marine (deux des sociétés du groupe Terrin), occupaient toujours leurs locaux, après leur refus de reprendre le travail vendredi dernier, puis lundi matin.

C'est dans la matinée de jeudi qu'ils devaient se prononcer sur la proposition scandaleuse du maire PS de Marseille, de reprendre le travail. En gros, selon Defferre, cette reprise est nécessaire afin de donner une image rassurante des travailleurs de la navale. Ainsi, de meilleures chances de «survie» de Terrin seraient possibles.

Defferre, ces dernières quarante-huit heures, s'est même fait plus précis. Selon lui, «si la réponse était négative, je ne vois simplement pas ce qui pourrait sauver la réparation navale du naufrage. La reprise immédiate du travail dans le secteur industriel nous paraît primordiale, car non seulement elle peut nous permettre d'étudier durant un mois les modalités de sauvetage de la réparation navale, mais de plus il est impératif que le secteur industriel conserve ses contrats. Si la réparation navale a besoin d'un port comme Marseille, le secteur industriel, en revanche, n'est pas forcé de se

réimplanter sur place. On peut fabriquer des turbines n'importe où. Mais je fais confiance à la sagesse et à la volonté des ouvriers de Terrin pour ne pas compromettre leur propre avenir». Bref, c'est le chantage !

Alors, accepter l'ultimatum, la «proposition» de Defferre ? Quelles assurances ont les travailleurs de la SAM et de Sud-Marine, une fois le travail repêché, d'être «sauvés» définitivement ? On dit que la société franco-américaine IMREP, qui a pris en location gérance la Sam et Sud Marine, reprend définitivement ces deux sociétés. Sous quelles condi-

tions ? Avec combien de licenciements ? Et quelle assurance que ce rachat se fera ? Pour l'instant, une seule chose est sûre : le nombre d'heures de travail prévues ne s'étend guère qu'à deux ou trois mois, le temps d'honorer quelques contrats.

On parle certes d'un nouveau contrat sur des turbines passé avec AEG Téléfunken. Et quand bien même ce contrat aurait lieu, quelle assurance ont les travailleurs de la Sam et de Sud Marine pour après ?

Et quelle assurance, sur le maintien des avantages acquis que leur procure le statut de la réparation navale ?

Il est évident que le pouvoir en tentant de faire reprendre le travail dans deux sociétés veut briser le front des travailleurs de la Navale : rassurer d'un côté pour mieux trancher dans le vif dans le secteur de la réparation navale proprement dite.

Les travailleurs ne peuvent en effet prendre pour argent comptant, les assurances de Defferre sur le

«sauvetage» de leur emploi. Il n'y a quand même pas si longtemps, Defferre sortait «son plan» : aucune garantie sur l'emploi, sur le statut de la réparation navale... Les travailleurs de la Sam et de Sud Marine en refusant la reprise du travail lundi ont montré leur refus d'une solution séparée. Les travailleurs réunis en assemblée générale dans la matinée de jeudi, par les organisations syndicales, devaient se prononcer sur les propositions de Defferre.

Sonacotra : deux autres procès reportés

FOYER DE MEAUX : Le jugement a été mis en délibéré au 22 novembre.

FOYER DE DUNKERQUE : le tribunal d'instance de Dunkerque n'a pas rendu son jugement le 20 septembre. L'affaire est reportée au 8 novembre.

SPLI (Rennes) :

l'UD-CGT accuse des «éléments extérieurs» !

L'Union départementale CGT de Rennes, dont on connaît les manœuvres pour faire reprendre le travail aux ouvriers de la SPLI, avec des centaines de licenciements, vient d'accuser plusieurs journalistes d'avoir été «à la tête d'une poignée de gens de la SPLI et d'éléments extérieurs qui ont envahi le bureau du secrétaire général». L'UD-CGT de Rennes fait bien entendu allusion aux travailleuses et militants de la section syndicale CGT de la SPLI qui, il y a quelques jours, sont allés lui demander des comptes sur son attitude de tentative de sabotage de la grève.

Elle recommande aux adhérents CGT de manifester leur désaccord avec le compte-rendu des faits publié par un journaliste ! Les sections syndicales bretonnes du SNJ (autonome), (FR 3, Ouest-France et Le télégramme de Brest), SJF-CFDT (Ouest France et Le télégramme de Brest) et la section bretonne SNJ-FO de l'audio-visuel, viennent d'adresser une lettre à Ségué, protestant contre «des manœuvres de délation et d'intimidations menées au nom de l'Union départementale CGT d'Ille-et-Vilaine».

POLITIQUE

Giscard à la télé

Il faut, il faut, il faut... Mais on y arrive pas

(...) Ce que je cherche à faire, c'est que la France puisse gagner, que la France gagne dans la compétition internationale parce que je crois que c'est nécessaire pour la France et que c'est nécessaire pour les Français. (...)

(...) Dans l'Europe, il faut que la France soit forte. Il faut qu'elle puisse discuter d'égal à égal avec les plus puissants et il faut donc qu'elle puisse assurer ses charges dans la compétition mondiale (...)

(...) Or la France ne pourra assurer l'emploi de sa jeunesse que si elle est capable de gagner dans la compétition internationale (...)

(...) En ce moment, naturellement, on répand le découragement. On veut faire croire que la France n'en est pas capable. Pourquoi n'en serait-elle pas capable ?

(...) Donc, nous sommes capables de gagner et les mesures qui ont été prises, celles qui suivront, ce sont des mesures qui préparent la France à gagner dans la compétition internationale pour la France et pour les Français. (...)

Dans une allocution de cinq minutes à la télévision mercredi soir, Giscard n'a pas employé moins de 6 fois le mot «gagner» : il faut gagner, dit-il, il faut être compétitif, il faut être les meilleurs, il faut, il faut, il faut. Hormis le fait que Giscard reconnaît implicitement le fait que la place de la France n'est pas brillante actuellement, on peut s'interroger sur les motivations d'une telle déclaration : peut-être Giscard cherchait-il à justifier sa politique et celle de son premier ministre. Dans ce cas, c'est un échec. Les chiffres, la réalité quotidienne, la hausse des prix, le chômage etc. sont autant de faits plus réels,

hélas. Peut-être entretient-il l'idée qu'un vaste consensus peut s'établir autour des objectifs définis : les travailleurs apportent déjà une réponse, dans les Vosges, à Terrin, et ailleurs.

Peut-être voulait-il simplement rappeler aux télé-spectateurs qu'il existe, et que nous avons un président de la République qui agit : si c'est cela, que Giscard se rassure. Les travailleurs l'associent largement aux malfaisances de son premier ministre Barre. Au total, on a eu droit mercredi soir sur les écrans à un bien piètre spectacle : l'aveu des faiblesses d'une bourgeoisie qui se débat dans sa crise.

Tréfinmétaux (Isère) : 26 heures de travail par semaine

La direction de l'entreprise Tréfinmétaux (fabrication de câbles téléphoniques) à Chavanoz (Isère) vient de faire connaître son intention de baisser considérablement les horaires hebdomadaires de travail. Les 496 ouvriers qu'elle emploie sont menacés de travailler 26 h 40 par semaine, durant les mois de novembre et décembre, avec la perte de salaire importante qui en résulte.

Cornimont (Vosges) : Chague occupé

Depuis lundi matin, la presque totalité des 257 travailleurs de l'entreprise Chague (tissage et filatures) de Cornimont (Vosges), occupent leurs locaux de travail. La raison de ce mouvement : l'annonce au comité d'entreprise, vendredi dernier, par le syndicat de 40 licenciements, dont 20 pré-retraites. La présence d'un syndicat au comité d'entreprise s'explique par le fait que l'usine est en règlement judiciaire, règlement autorisé par le tribunal de commerce d'Épinal et qui prévoit la cessation breux sont les vosgiens à s'interroger sur cette fermeture : les «difficultés» de l'entreprise Chague, on s'en souvient, sont apparues soudainement, quelques jours après l'annonce du «plan Vosges» gouvernemental, plan qui prévoit l'attribution de fortes primes à la «création d'emplois» pour les entreprises qui s'installeraient dans les Vosges dans les années à venir. D'aucuns disent que Chague s'installerait dans une des zones industrielles que prévoit le plan gouvernemental. Ce «transfert» serait baptisé «création d'emplois». Affaire à suivre.

En bref, de Franche-Comté

CAT DE BESANÇON

La pétition lancée à l'initiative de syndicalistes CFDT occupant le CAT de Besançon, a recueilli plus d'une centaine de signatures de travailleurs handicapés du centre, et une trentaine de travailleurs valides. Dans cette pétition adressée au Conseil Général, ces travailleurs, qui restent mobilisés depuis plus d'un an, rappellent qu'ils exigent toujours une solution !

RPT BESANÇON

Un ouvrier de Rhône Poulenc Textile de Besançon a commencé une grève de la faim, pour protester contre les mutations d'un service à un autre, dans le cadre de diverses manœuvres tentant d'écoeurer les travailleurs avant la fermeture prévue pour 1980.

BELFORT

Une grève a éclaté à la Fondation Pampidou de Belfort, contre des menaces de licenciements.

(Lyon 7^e) Thivolet : En grève... pour être payés

Ils fabriquent des chauffe-eau (Radiélec), des chaudières. Ils sont payés à peine plus que le SMIC qu'ils soient O.S ou O.P., qu'ils aient dix ou vingt ans d'ancienneté. La paye arrive à des dates irrégulières ; les augmentations rares et limitées se font à la tête du client. Ils travaillent dans la poussière, la saleté, la peinture, dans la soudure, dans les bâtiments insalubres, sans hygiène : WC, vestiaires, etc. Ils sont pour la plupart immigrés et ils sont syndiqués dans une forte proportion. Ils ont un certain nombre de revendications : augmentation des salaires, paye régulière, amélioration des conditions de travail, etc. Mais la direction refuse de les satisfaire. Alors, lundi, ils se sont mis en grève pour la semaine, pour commencer.

La jeune section CGT et les travailleurs ont besoin d'un soutien dans leur lutte. Ils se heurtent à une direction intransigeante, à des pratiques anti-grèves du patron (embauche d'un intérimaire pour remplacer un gréviste). Ils espèrent que les quelques ouvriers qui ne sont pas en grève et les employés du bureau (une dizaine) dont ils ont joint les revendications aux leurs les rejoindront dans la lutte.

LA CARTE D'ABONNÉ AMI DU QUOTIDIEN DU PEUPLE VOUS DONNE DROIT

À un abonnement a

- Front Rouge, revue politique et théorique du PCRml.
- Pékin information.
- La Chine en construction
- Réception du Manifeste pour le Socialisme.

et à un livre ou un disque au choix

PARMI LES LIVRES

LE TOME V DE MAO TSÉ TOUNG

ou

- La France de 68 (A. Delale et A. Ragache)
- 500 affiches de mai 68
- Kuo Mo Jo : poèmes de 1921 à 1964 traduits par Michelle Loi
- Adieu camarades (Roger Pannequin)
- Argentine : Révolution et contre révolution (F. Gèze/A. Labrousse)
- Salaire aux pièces (Miklos Haratzi)
- Ecoles rurales, quel avenir
- Nucléaire danger immédiat (CFDT) et électronucléaire danger (groupement de scientifiques pour l'information sur l'énergie nucléaire)

PARMI LES DISQUES

- L'homme qui regarde son pays de l'exil (Higinio Mena, chants argentins)
- Chants anti-nucléaires (Comité régional d'information et de lutte anti-nucléaire de Basse Normandie) et Argentine Solidarité (COBAS)
- Poèmes chantés de Palestine, Syrie et Tunisie (Hedi Guella)
- Ils se meurent nos oiseaux (disque édité en soutien aux luttes des bretons frappés par la marée-noire).

Sur présentation de la carte «abonné ami» du Quotidien du Peuple

- Entrée gratuite dans les meetings et réunions du P.C.R. ml
- Réductions dans certaines librairies et cinémas dans les grandes villes.

LIBRAIRIES

Aix en Provence
Librairie quotidienne
5 rue Félix Gouet (10 %)

Besançon
Lib. Les sandales
d'Empédocle
Place Victor Hugo
138 Grande Rue. (10 %)

Bourges
Lib. Nathanaël
4, cours Avaricum.

Brest
Lib. Graffiti (10 %)
Place Saint-Louis

Caen
La Licorne (10 %)
Rue Froide

Clermont-Ferrand
Lib. Jean Rome (10 %)
1 rue des Gras

Evreux
Lib. Dubois-Dehayes
rue Chartraine (5 %)

Grenoble
Le Livre ouvert
Cours Fontaine (10 %)

La Rochelle
Lib. La Genette (5 %)
Rue Rougemont

Le Mans
Lib. La Taupe
2 quai amiral Lalande
(10 %)

Lille
Librairie populaire
40 rue de Guesdes

Lyon

Librairie populaire
226 rue Duguesclin (3*)
(10 %)

Marseille
Librairie Lire (10 %)
Rue Sainte (1*)

Metz
Librairie Géronimo
Rue du Pont des Morts
(10 %)

Montluçon
Le Bouillon de culture
15 rue Barathon (10 %)

Nice
Le Temps des Cerises
50 bd de la Madeleine
(10 %)

Nantes
Librairie 71 (10 %)
50 bd de la Madeleine

Orléans
Les temps modernes
rue N. D. de Recouvrance
(5 %)

Quimper
Calligrammes
23 rue du Sallé (10 %)

Perpignan
Le Futur antérieur
22 rue Grande-la-Réal
(10 %)

Reims
Le Grand jeu
20 rue Colbert

CINÉMAS

Paris
Saint-Séverin
12 rue Saint Séverin (5*)
Tarif étudiant : 10 F

La Clef
21 rue de la Clef (5*)
Tarif étud.

Seine Cinéma
8 rue Frédéric Sauton (5*)

Châtelet-Victoria
19 avenue Victoria 1**

Lyon
Cinématographe
44 cours Suchet (2*)
Tarif collect.

(5 tickets : 40 F).
Le Canut
32 rue Leynaud (1*)

(tarif. étud.)

Nom (en capitales).....

Prénom.....

Ville.....

Date :

Abonnement normal 350 F

Abonnement de soutien 600 F

... F

Mode de versement : - en une fois - en trois fois

Indiquez par une croix dans les cases vos différents choix.
Découpez et renvoyez au Quotidien du Peuple

BP 225 75924 Paris Cédex 19.

Crédit Lyonnais Agence ZU compte n° 7713 J.

Le prix de l'abonnement est de 350 F, qui peuvent être versés soit intégralement à la commande, soit en trois fois (200 F à la commande, puis 100 F et 50 F), échelonnés sur trois mois. Nos abonnés disposent d'une carte «abonné-ami», qui leur donne un certain nombre d'avantages, dont nous publions la liste ci-dessus.

les lecteurs ont la parole

IL Y A AUSSI LE CÔTÉ DES ENSEIGNANTS...

CHERS CAMARADES

Je suis Maître Auxiliaire, et je me décide à vous écrire aujourd'hui car il me semble, après lecture des articles du Quotidien sur la rentrée, que le journal ne voit toujours les choses que d'un côté : les problèmes de rentrée pour les élèves, les parents. S'il est vrai que c'est peut-être le problème principal, il me semble important de souligner que du côté enseignant, il y a aussi des choses à dire.

Je joins à ma lettre un tract édité par la Commission M.A. du SGEN Rhône dans lequel vous trouverez des éléments sur la situation des M.A. à cette rentrée et sur les projets ministériels concernant les M.A.

• Pour ce qui est de

l'emploi, le point exact effectué par le SGEN le soir de la rentrée est de 530 M.A. réemployés sur des postes de type lycée dans l'académie du Rhône contre 1 150 en poste l'année dernière, soit moins de la moitié. De plus, sur les 530 environ, 160 sont nommés sur des demi temps de travail ou des suppléances. Il est vrai que de nouvelles nominations auront lieu dans les jours à venir ; on peut cependant craindre que cela ne couvre pas les 600 emplois restants. Quant aux postes de type collège, il est impossible de pénétrer dans les bureaux.

• Pour ce qui est des conditions de travail, nombreux sont ceux qui sont nommés sur des temps incomplets (allant de 9 h à 15 h) sur plusieurs établis-

sements à la fois (1 M.A. par exemple doit effectuer 13 heures sur trois établissements différents (4 heures plus 4 heures plus 5 heures), loin de chez eux (Lyon-Roanne par exemple).

• Quant aux projets ministériels, il est à craindre que le projet de Beullac soit la mise en place d'un corps de vacataires comme il en existe ailleurs : vacataires qui auraient tous les inconvénients de l'Éducation nationale (postes les plus loin, classes les plus difficiles, matières dites «annexes», suppléances...) sans aucun avantage (salaire à la tâche, vacances non payées, interruption du traitement entre deux suppléances...)

Face à cela, dans le SGEN, une commission M.A. s'est mise en place

l'année dernière. Elle regroupe maintenant une quinzaine de M.A.

Cette commission tient depuis la semaine dernière une permanence devant le rectorat pour contacter les M.A. et les mobiliser pour la défense de leur emploi.

Cette commission appelle lundi les M.A. à se regrouper devant l'ANPE pour une inscription symbolique collective et envisage, en fonction de la mobilisation, une occupation de l'ANPE afin de sensibiliser l'opinion sur les problèmes des M.A.

D'autres actions vont se mettre en place par la suite ; caravanes de M.A. en chômage dans les établissements scolaires, manifestations...

Amicalement

A PROPOS DE L'ÉCOLE MATERNELLE

Chers amis,

Dans Le Quotidien du Peuple daté du vendredi 15/9, vous publiez le premier article d'une série d'interviews consacrées à la maternelle.

Cet article, au demeurant fort intéressant, montre ce que l'école maternelle est déjà ! Je m'explique : en réalité, nous l'avons déjà constaté, la réforme Haby ne fait qu'entériner un état de fait déjà existant, aménageant des structures afin de mieux permettre un fonctionnement qui s'était déjà transformé. L'école a beau être coupée du monde extérieur dans son enseignement, elle n'en subit pas moins la pression des diverses couches de la bourgeoisie (patronale et intellectuelle particulièrement). Et la maternelle n'échappe

pas à cette analyse générale.

En 1973, à Nanterre, j'avais participé en tant qu'élève, avec quelques camarades de classe et un ancien professeur, à la réalisation d'un vidéogramme (film vidéo) que nous avions intitulé : «L'école, gare de triage». Le plus intéressant fut, malgré ce que nous pensions à l'époque, la série d'interviews de profs et de parents. Déjà à cette époque, et depuis longtemps, des instituteurs décriaient la manière dont, dès la maternelle, la sélection de classe s'opérait : fondamentalement, c'est sur la discrimination des acquis de la vie courante que mènent les enfants des couches populaires, leur capacité à se débrouiller, le plus souvent tout seuls, au profit de la

capacité des enfants de «milieu culturel élevé» (entendez par là, dont les parents ont fait quelques études et qui ont le temps de s'occuper des enfants) à apprendre des choses abstraites, à faire des dessins d'imagination (pas du concret surtout !), etc. La différence de réaction étant jugée comme inégalité, on avait déjà trouvé le système.

Or, cet article décrit la précédente école maternelle comme lieu où l'on apprend aux enfants les règles d'hygiène et où commence l'alphabétisation. Il contribue à maintenir un mythe dangereux sur lequel s'appuient les révisionnistes. «Des gommes, des crayons» scandent-ils, oubliant tout à fait le contenu de l'enseignement. Nous avons eu à nous battre contre ce point de vue qui prépare une «nouvelle» école, en réalité plus moderne et possédant plus de moyens au service d'une nouvelle bourgeoisie.

Voilà, ce sont quelques éléments de réflexion qui nous avaient orientés ; je les crois toujours valables et j'espère qu'ils apporteront une contribution au débat qui pourrait s'engager dans le QdP. Au risque de me répéter, il est impor-

tant de dénoncer la réforme Haby, et cet article est intéressant de ce point de vue, mais il ne faut pas perdre de vue le contexte dans lequel elle s'applique, et c'est, je crois, son défaut.

Salutations révolutionnaires.

N.O.
ALBERT
(Somme)

Sans doute, la sélection de classe à l'école maternelle n'a pas attendu le nouveau programme de septembre 1977 pour s'opérer. Mais Haby a voulu aller encore plus loin dans ce sens, jusqu'au fichage des enfants dès quatre ou six ans. Si certaines méthodes préconisées par le nouveau programme existent déjà, ce n'est, semble-t-il, ni aussi systématique ni aussi généralisée.

Une précision enfin : la «maternelle d'autrefois» est celle du tout début, au temps où n'y étaient admis que les enfants des couches populaires. Cela est rappelé d'ailleurs vers le milieu de l'interview de Liliane Lurçat.

C.A.

Deux formules d'abonnement couplé :

Quotidien du Peuple et Humanité Rouge :

3 mois..... 150 F

6 mois..... 300 F

Incluant réception du Tome V
des Oeuvres Choisies de Mao Tsé-Toung

Front Rouge - Prolétariat

6 mois..... 50 F

Soit deux numéros de Prolétariat et deux numéros de Front Rouge

Le Quotidien du Peuple
Adresse Postale BP 225 75 924 Cédex 19
Crédit Lyonnais Agence ZU 470, compte N° 7713 J
CCP N° 23 132 48 F - Paris
Directeur de Publication : Y. Chevet
Imprimé par IPCC - Paris
Distribué par les NMPP
Commission Paritaire : 56 942

téléphonez
au
quotidien
636 73 76



IRAN «Les États-Unis tiennent compte de ce qui s'est passé en Afghanistan... La libération à l'américaine n'est pas celle que nous voulons... Seule une unanimité du peuple à la base peut nous permettre d'écarter les dangers...»

ET MAINTENANT, QUELLE ISSUE ?

Le point de vue de Abol-Hassan Banisadr, économiste iranien, membre du Comité de défense des droits de l'homme en Iran, militant du mouvement religieux. (4)

• *Abol-Hassan Banisadr, contraint à l'exil, est resté en contact permanent avec son peuple. Avec d'autres militants iraniens, il maintient des relations presque journalières avec la lutte en Iran. De ce fait, son point de vue s'appuie sur une connaissance régulière des développements de la situation dans son pays.*

▷ — *Quel est l'impact du mouvement populaire dans l'armée ? Et quel rôle celle-ci va-t-elle jouer dans l'avenir ?*

— L'armée iranienne, nous l'avons dit, est étroitement dépendante des États-Unis, qui l'encadrent avec leurs 35 000 conseillers. Mais, nous espérons qu'avec l'action du peuple et les mots d'ordre du mouvement, nous pourrions rallier un certain nombre des enfants du peuple qui dans l'armée, ont été utilisés contre le peuple. Il est difficile de mesurer actuellement le degré d'influence du mouvement, ses répercussions sur l'ensemble de l'armée. Dans l'étude que j'ai faite sur cette institution, j'ai abordé les conflits, les contradictions en son sein, et pour les évaluer il faut aussi les mettre en rapport avec la politique des super-puissances.

Les États-Unis redoutent un coup d'Etat avec une couleur religieuse, qui instaurerait un régime ayant de bonnes relations avec les Russes. Ils tiennent compte de ce qui s'est passé en Afghanistan. Aussi, sont-ils favorables à une limitation de l'absolutisme du pouvoir, à la mise en place d'une démocratie contrôlée qui permette de diminuer le monopole du pouvoir que détient l'armée, et qui selon eux, peut avoir des effets négatifs du point de vue de leurs intérêts. Car si on écrase tout ce qui est en-dehors de l'armée, le peuple qui se dresse unanime, les différentes forces politiques et religieuses, il ne reste plus que l'armée comme point d'appui. Et si le conflit éclate au sein de l'armée, c'est très grave, car celle-ci a un pouvoir immense. Etant donné la nature de l'armée, c'est une structure dépendante. Si elle sort du circuit US, elle ne peut que s'intégrer dans le circuit russe. Les Américains le craignent, aussi veulent-ils favoriser l'existence au sein de la société iranienne, d'une autre puissance que l'armée, à l'extérieur d'elle, et sur laquelle ils puissent s'appuyer, une force politique incluant une partie de l'opposition actuelle. La «libéralisation» dont on parle c'est cela. C'est la solution préconisée par monsieur Amini qui avait déjà été ministre du Shah en 1962. Pour Amini, il faut sacrifier le Shah afin de sauver le régime, c'est pourquoi il demande que le Shah parte. En réalité, ce n'est pas Amini qui parle, ce sont les Américains, par sa bouche. Le départ du Shah et la suppression du monopole du pouvoir politique de l'armée, c'est donc la «solution Amini», qui correspond aux préoccupations des Américains selon lesquels l'éclatement de conflits au sein de l'armée risque de rendre la situation incontrôlable, l'autre superpuissance pouvant alors intervenir pour reprendre ce qui est arraché aux USA. C'est bien un peu ce qui s'est passé en Afghanistan, en Éthiopie, et en quelque sorte, dans d'autres pays du Moyen-Orient. Justement, l'importance prise par Khomeiny, en tant qu'expression des différentes tendances du mouvement populaire, et facteur d'unité, indique que le peuple voit le danger, nous ne disons pas qu'il n'y a pas ce

danger. Actuellement, ce sont les Américains qui dominent, nous les subissons directement. Les Russes, il arrive, qu'ils aient quelque popularité mais c'est par haine des Américains, pas pour amour pour eux. Le danger d'un coup d'Etat venant d'éléments favorables aux Russes, existe. On ne peut pas dire que ces éléments sont absents de l'armée. Personne ne croyait qu'ils pouvaient avoir tant d'influence dans l'armée afghane ou éthiopienne, et pourtant !

Justement, le soulèvement populaire doit imposer une autre solution, c'est-à-dire une solution hors de ces deux puissances. C'est donc une autre libéralisation que celle envisagée par Amini et les Américains que l'on demande. Aujourd'hui, seule une unanimité du peuple à la base peut nous permettre de lutter sans avoir peur de ce danger.

▷ — *Le coup de téléphone de Carter au Shah, le lendemain du vendredi noir, n'indiquait-il pas un soutien américain coûte que coûte au Shah ?*

— Nous ne pensons pas qu'un tel soutien est garanti dans l'avenir. Bien sûr, pour les Américains, il faut briser le mouvement populaire dans la mesure où il revendique une réelle indépendance. Pour eux, une telle indépendance est plus dangereuse que la dépendance de l'Iran vis-à-vis de l'URSS. Idem pour l'URSS, qui préfère la dépendance de l'Iran vis-à-vis des États-Unis à une complète indépendance de ce pays. Les deux super-puissances réalisent un équilibre des forces de telle manière que le Shah est la résultante de ce rapport de forces. Chacun préfère le Shah à un régime non contrôlable ni par lui-même, ni par son rival. Le Shah, ce n'est ni par sa puissance, ni par son génie qu'il gouverne, c'est par le rapport de forces entre les superpuissances qu'il est là. Le Shah lui-même a affirmé à plusieurs reprises, selon Amini, qu'il préférerait un parti Toudeh (le parti révisionniste pro-soviétique) fort, au «Front national», c'est-à-dire à un parti nationaliste.

Mais aujourd'hui, les Américains se voient obligés d'envisager le départ du Shah parce qu'ils craignent la résistance du peuple. Ils peuvent appuyer les massacres mais c'est une solution sans issue. Aujourd'hui, par exemple, à la différence d'il y a quinze ans, tous les mullahs sont dans la lutte, il n'y a pas une seule personne religieuse en dehors de la lutte. Khomeiny a estimé leur nombre à 150 000, mullahs, étudiants de Qom, à eux seuls c'est déjà une grande armée. Les tentatives de s'opposer à toute résistance du peuple, avec la création du parti unique Rastakhiz en 1975, ont, nous l'avons vu, échoué. Le peuple résiste. Et pour sauver le régime, les Américains ne voient pas d'autre solution que supprimer le Shah. Ils veulent créer un rapport de forces qui permette à Amini de gouverner et leur permettre à eux d'avoir la situation en mains pour une longue durée, en acceptant une certaine liberté, bien encadrée. Toutefois, la création de ce rapport de forces suppose la neutralisation du pouvoir religieux, donc l'utilisation de l'armée contre le peuple, de façon à contraindre celui-ci d'accepter la solution Amini d'une manière passive, pour qu'il n'y ait pas de lendemains où la dynamique de la lutte populaire mettrait en danger un régime dirigé par Amini. Mais, cette utilisation de l'armée doit s'effectuer dans certaines limites.

Or, le Shah a essayé de faire échec à la «solution Amini», et, les

massacres du vendredi noir rendent difficile la réalisation de cette «solution». Ces massacres ont soudé les rangs du peuple dans l'hostilité au régime, sapant les tentatives de récupérer une partie de l'opposition. En même temps, le Shah n'a nullement réussi dans son entreprise, il faut dire qu'il n'avait pas bien mesuré l'état d'esprit du peuple. Il n'est plus comme il y a 15 ans. Après le massacre du 5 juin 1963, l'état d'esprit était plutôt à la passivité devant la violence farouche de l'Etat. Mais, aujourd'hui, c'est tout à fait différent le vendredi noir a été suivi par la grève, et les communiqués menaçant de fusiller ceux qui «insultent» le Shah n'ont pas empêché que le mot d'ordre : «A bas le Shah !» continue de retentir.

Nous sommes donc d'accord sur un point avec les Américains : éliminer le Shah. Mais, nous ne l'envisageons pas de la même manière car les Américains sont prisonniers de leur objectif stratégique de domination, et ils veulent imposer une solution dans la limite de cet objectif ! Si nous voulons imposer une solution hors de cet objectif, nous avons besoin de l'unité populaire, la solution Amini, elle, ne pouvant aboutir sans la dislocation de cette unité populaire.

▷ — *Cette unité peut-elle être remise en cause ?*

— Si les États-Unis parviennent à rallier une partie de l'opposition en lui donnant quelques avantages, privilèges, ou espoirs, leur solution a une chance de réussite. Tout dépend de notre comportement. Si nous sommes assez conscients de la situation, nous pouvons imposer le départ du Shah sans être prisonniers de la solution US. Il faut une stratégie pour l'opposition. L'essentiel de cette stratégie c'est l'unité. Si on obtient à tous les échelons cette unité, on peut transformer la solution Amini décidée par l'impérialisme américain en une solution iranienne qui aboutirait à une vraie indépendance.

Actuellement, il y a deux tactiques. Accepter Amini pour le moment, pour le dépasser ensuite : une partie de l'opposition, à mon sens, est tombée dans ce piège, parce qu'elle méconnaît le lien organique qui lie le régime de l'Iran aux USA. Prenant ses désirs pour la réalité, elle dit : il faut laisser aujourd'hui Amini agir, en disant qu'on est d'accord avec la liberté dans la dépendance. Mais l'Iran est le meilleur exemple de l'échec du développement dans la dépendance, et la libéralisation dans la dépendance sera un échec catastrophique pour le pays, ce sera la fin de notre peuple. L'autre tactique, c'est laisser les choses se pourrir au sein du régime et par l'unité, se maintenir comme une force indépendante du régime, échapper à la collaboration avec lui.

Une partie de l'opposition, celle qui donne la priorité à la lutte contre le despotisme, contre la dictature, par rapport à la lutte contre la dépendance, est déjà dans la solution Amini, elle est avec Amini. Certaines tendances intellectuelles iraniennes, au nom du réalisme, le soutiennent. Mais, elles n'ont pas de poids populaire. Au sein du mouvement religieux, il n'y a pas actuellement de manifestations d'acceptation d'une solution Amini. Si des tendances y sont favorables, on ne peut pas le dire, car elles ne se manifestent pas. C'est différent de ce qui se passe au niveau de certains hom-

mes politiques qui eux sont favorables à la «solution» Amini.

En ce qui concerne le «Front national», Amini le considère comme un obstacle à sa solution. Il a beaucoup essayé d'empêcher qu'il s'organise. Pourquoi ? Parce que ce «Front national» est issu de la tradition mossadeghiste. Si ses membres sortent de cette tradition de lutte pour l'indépendance, qui a des racines profondes dans le peuple, ce Front n'est plus rien du tout. Mossadegh, dont se réclame le Front, représentait un courant populaire contre cette tradition séculaire des groupes dominants, dépendant les uns des russes tsaristes (aujourd'hui, le parti Toudeh pro-soviétique), les autres de l'Occident. Le terme «Front national», ça veut dire cela. Mais, si au nom du Front, on fait une autre politique, c'est une négation de son existence, il sera désavoué par le peuple, comme il y a quinze ans où il réclamait le gouvernement légal, et était silencieux en ce qui concerne l'indépendance. Il avait alors été désavoué par Mossadegh lui-même, celui-ci affirmant que le «Front national» ne peut avoir qu'un objectif : indépendance et liberté. C'est très différent de la solution Amini qui est : liberté dans la dépendance. Vu la poussée populaire qu'il y a maintenant, à travers les instances religieuses chiites, le «Front national» n'a pas le monopole du leadership dans l'Iran d'aujourd'hui. S'il veut avoir une certaine importance, il lui faut choisir son camp. Pour le moment, d'après les communiqués ou déclarations de ces derniers jours, il semble qu'il a choisi le camp de Khomeiny. En ce qui concerne sa stratégie, il a trois principes qu'il a énoncés il y a deux semaines : l'indépendance, la liberté et une transformation de tous les aspects de la société pourrie par ce régime, depuis 25 ans. C'est ce qu'il réclame. Mais, on sait bien que les paroles diffèrent souvent des actes. C'est pourquoi il faut plus agir à partir de la base, cimenter une unité à laquelle tout le monde participe, pour empêcher que le Front ne devienne un piège pour le peuple.

▷ — *Finalement, comment se situe concrètement le «Front national» par rapport à cette question de la dépendance ?*

— D'après leurs positions publiques, les membres du «Front national» se situent en dehors des superpuissances, ils en ont les moyens, s'ils s'appuient assez sur la base. Il ne faut pas qu'ils en restent à la défense de la liberté d'expression et d'un certain nombre d'autres libertés et se contentent de prononcer le mot indépendance sans dire ce qu'ils entendent par ce mot, il faut qu'ils disent leur interprétation du mot indépendance (car le Shah lui-même dit que sa politique est une politique d'indépendance nationale).

Il faut que les avis se prononcent librement pour arriver à un consensus au niveau du peuple et au niveau des dirigeants qui doivent nécessairement le représenter. C'est un consensus sans lequel on ne peut pas rester en dehors des deux superpuissances très influentes en Iran par leurs liens. Ce n'est pas seulement les Américains qui ont les liens, les Russes aussi, on leur vend le gaz, on a des rapports commerciaux et culturels importants avec eux, et il y a leur influence idéologique.

Grâce à la conscience populaire, nous sommes convaincus que le peuple n'accepte pas la solution Amini, solution provisoire à l'américaine qui ne peut rien lui amener de positif. Le peuple connaît très bien les manœuvres de ce régime et de l'impérialisme, il a l'expérience du passé.

Propos recueillis par
Franck ROUSSEL
et
Jean-Paul GAY

**Suite et fin
de notre entretien**

Le peuple iranien ne veut plus du régime de misère et d'exploitation que lui fait subir le Chah.

Il lutte pour la libération des détenus politiques, pour les libertés démocratiques et le départ du Chah, contre la présence américaine et pour l'indépendance.

- Contre le Chah fasciste assassin
- Pour soutenir la lutte du peuple iranien
- Pour l'unité du Tiers-Monde contre les super-puissances.

Manifestation à Lyon

vendredi 22 septembre à 18 h place G. Péri (place du Pont)

A L'APPEL DU PCRmi ET DU PCMLF

Rectificatif

Dans la partie de l'entretien publiée hier, il fallait lire : «*En trois siècles, on ne trouve pas un tel état d'esprit*». Et : «*De nouveau, le peuple a renoué avec cet état d'esprit...*»

PROGRAMME TÉLÉ

Jeudi 21 septembre

TF 1

20 h 30 - Allégra. Film TV en 5 épisodes, d'après F. Mallet-Joris. 2^e épisode.
21 h 25 - L'événement
22 h 30 - Ciné première
23 h 05 - Journal

A 2

19 h 45 - Les parti politiques. Le Centre des Démocrates Sociaux (CDS)
20 h 00 - Journal
20 h 35 - Il était un musicien. La vie de M. Rachmaninoff (1873 - 1943), un des plus grands musiciens. Lorsque celle-ci est attaquée par les nazis, il demande à rentrer en Russie. Il n'en a pas le temps et meurt d'une angine de poitrine.
21 h 05 - Il faut vivre dangereusement. Film français de C. Makovski (1975). Avec A. Girardot, C. Brasseur, S. Rome. Comédie policière. Le comportement d'un détective privé et de sa compagnie au cours d'une enquête peu commune.
22 h 40 - Journal

FR 3

20 h 30 - L'aigle s'est envolé. Film anglais de John Sturges (1976). Avec M. Caine, D. Sutherland. Film de guerre. Un commando allemand est chargé d'une mission périlleuse : s'emparer du Premier ministre anglais.
22 h 35 - Journal

Vendredi 22 septembre

TF 1

20 h 00 - Journal
20 h 30 - Au théâtre ce soir. Quadrille. Comédie de boulevard, histoire de mœurs.
22 h 30 - La musique est à tout le monde
23 h 00 - Journal

A 2

20 h 30 - Médecins de nuit. Histoire des médecins de nuit dans une grande ville comme Paris.

21 h 30 - Apostrophes
22 h 40 - Journal

22 h 45 - Ciné club. La soif ou la fontaine d'Arethuse. Film suédois de I. Bergman (1949). Avec E. Henning, B. Malmsten. Un couple est arrêté et dans le train qui les ramène vers Stockholm, parlent, se disputent, découvrent les ruines de leur bonheur conjugal et remuent les cendres froides de leur amour...

FR 3

20 h 30 - Le nouveau vendredi. Le premier verre. Le sujet de ce vendredi : l'alcoolisme.
21 h 30 - Comment Yukong déplaça les montagnes. N° 4 Une caserne à Nankin. Reportage réalisé dans une caserne d'un régiment d'artillerie. Les galons ont disparus, les appelés sont invités à discuter les directives de leurs supérieurs, où l'instruction politique tient une place aussi importante que l'instruction militaire. Le régiment travaille aussi la terre, possède une ferme, une porche-usine de savon. Il se met aussi à la disposition de la population locale.



Érythrée en lutte, bulletin du Front populaire de libération de l'Érythrée en français, vient de paraître.

Cette publication offre d'autant plus d'intérêt qu'elle survient deux mois après le début de la nouvelle offensive de la junte éthiopienne contre le peuple érythréen, et au moment où Castro et les délégués de Brejnev sont venus apporter un soutien spectaculaire à Mengistu.

En ce qui concerne la situation sur le terrain, le FPLE, dans l'éditorial d'Érythrée en lutte, met les choses au point sur les prétendus succès de Mengistu cet été : « Si les forces d'agression éthiopiennes ont reconquis quelques villes, notamment du côté du FLE, elles ne peuvent prétendre les occuper pour longtemps. Cette gigantesque opération de ratissage a mis en relief les formidables capacités de l'armée populaire du FPLE à l'emporter sur les forces ennemies, de loin supérieures en hommes et en puissance de feu. Les colonialistes éthiopiens ont définitivement perdu la partie en Érythrée, tandis que notre peuple, même si le temps doit être long, l'a définitivement gagnée. Aucune force barbare ne saurait faire reculer notre peuple dont le drapeau flotte sur la quasi-totalité de son territoire. »

Dans un article intitulé : « Le peuple érythréen ne cédera jamais », Érythrée en lutte fait le point sur la situation telle qu'elle se présentait début septembre : « Sûre de la fidélité à toute épreuve de la population, c'est de son propre gré que l'armée du FPLE a effectué un retrait tactique des faubourgs de Massaouah et des trois villes au sud du Haut Plateau (...). Aux premiers engagements d'envergure pour reprendre les villages autour de la capitale et notamment la ville de Keren, les agresseurs éthiopiens ont essuyé des défaites retentis-

santes. Des dizaines de milliers de soldats et de « miliciens » sont mis hors de combat ». Enfin, le bulletin du FPLE réaffirme la position du mouvement de libération érythréen « le droit à l'autodétermination et l'indépendance du peuple érythréen » s'opposant en cela aux manœuvres des superpuissances favorables à une prétendue « solution fédérale ».

Le FPLE déclare avec force : « Pour notre peuple, après tant d'années de souffrances et d'oppression, les seuls rapports concevables entre l'Érythrée et l'Éthiopie sont ceux de deux États indépendants ».

La deuxième partie du bulletin est consacrée à un certain nombre d'échos qui montrent le développement de la solidarité à la lutte du peuple érythréen en France : témoignage du docteur Kouchner de « Médecins sans frontières », prises de position des partis politiques et des personnalités, revue de presse.

FRONT POPULAIRE DE LIBÉRATION
DE L'ÉRYTHRÉE
50, RUE DU FAUBOURG SAINT-ANTOINE
75 012 PARIS

Abonnement à Érythrée en lutte

S'adresser à Érythrée en lutte, 50 rue du Faubourg Saint-Antoine (permanence l'après-midi).

- Abonnement un an : 100 F
- Abonnement de soutien : à partir de 100 F.

Tremblement de terre en Iran : une explosion nucléaire ?

Après le tremblement de terre qui a eu lieu le 16 septembre dans la région de Tabas en Iran, Kaminsky directeur de l'institut de Bochum, a émis l'hypothèse que ce séisme ait pu être provoqué par l'explosion souterraine d'un engin nucléaire. Kaminsky a cité l'essai nucléaire soviétique de Semipalatinsk dans le Kazakhstan, qui a précédé de 24 heures le séisme.

Il semble que Kaminsky se soit un peu avancé. L'explosion nucléaire a eu lieu à 2 500 kilomètres de l'épicentre iranien, et bien que des essais nucléaires souterrains aient déclenché des séismes (notamment aux USA), ils étaient circonscrits dans des zones très rapprochées, qui ne semblent pouvoir excéder quelques dizaines de kilomètres du lieu de l'explosion.

En effet, les 98 % de l'énergie libérée lors d'essais nucléaires souterrains sont absorbés par le sol dans un rayon de quelques centaines de mètres. Les 2 % restant se propageant au-delà. Il est possible que l'énergie délivrée fasse basculer l'équilibre instable dans une zone sismique, accélérant la rupture des contraintes au niveau des failles. Jusqu'à présent cette relation de cause à effet n'a pu être démontrée sur d'aussi grandes distances. L'exception qui confirme la règle ? Sans la rejeter totalement, Kaminsky, connu par ailleurs pour ses déclarations sensationnelles et non fondées, sera-t-il capable d'argumenter son hypothèse ?

● Des rescapés ont mis en cause la responsabilité du gouvernement iranien dans la conception des constructions. Les autorités auraient mené une politique visant à limiter les constructions renforcées par des charpentes métalliques. C'est ce qu'affirment des rescapés qui se trouvaient au moment du tremblement de terre dans des immeubles à charpente métallique, qui ont mieux résisté que les constructions traditionnelles.

imro: des travailleurs aux pieds nus

Extraits

13^e épisode

Aux Editions Fédérop

La lutte racontée
par les travailleurs eux-mêmes

C'est pour cela que nous fonctionnerons différemment par rapport aux camarades de Caron-Ozanne. Pour eux, il semblait qu'...

« (...) une instance devait être à la direction de la grève, chargée de faire des propositions à l'A.G. et aussi de veiller à l'application des décisions prises par cette A.G. C'est ainsi qu'un comité de grève fut élu par l'assemblée générale des grévistes. Composé de douze membres, ils sont adhérents à la section syndicale et la plupart d'entre eux ont des responsabilités : secrétaire de section, délégué syndical, délégués du personnel, délégués du comité d'entreprise. L'idée du comité de grève a été adoptée du fait que l'A.G. des grévistes s'est déterminé sur le principe que tous les camarades qui ressentent le besoin et avaient les capacités de prendre des responsabilités dans la conduite de cette grève, devaient pouvoir les prendre. La très forte syndicalisation à la F.F.T.L. dans l'entreprise a permis d'éviter tous les obstacles qui auraient pu se poser devant cette décision.

Le comité de grève regroupe donc la plupart des militants syndicaux qui ont des responsabilités officielles, plus d'autres militants actifs qui seront certainement dans l'avenir, ceux qui prendront la relève dans les tâches syndicales. En quelque sorte, le comité de grève a été en même temps une école syndicale ».

Créer un comité de grève dans une petite boîte telle que Caron-Ozanne ou l'IMRO ne pouvait qu'avoir des effets limités. A notre avis, une telle instance ne pouvait se justifier que dans une très grande entreprise. Sans vouloir passer pour des puristes, la création d'une telle structure pour diriger la lutte est déjà une entorse à l'A.G. Quel peut être le rôle de celle-ci s'il est déjà rogné ? D'autre part, limiter la prise en charge de la lutte par les copains qui seront jugés aptes

à le faire, à conduire la lutte en fonction de leurs besoins et de leurs capacités était dangereux. Même s'il est difficile de réaliser une égalité pleine et entière entre les camarades par rapport à des motivations pour la lutte, et c'est vrai que cela ne se fait pas du jour au lendemain, on ne peut jeter un a priori sur la place des copains dans la lutte. Car justement, l'oppression capitaliste qui pèse sur nous ne permet jamais aux travailleurs de prendre le contrôle de leur destinée. Notre tâche, au cours des luttes que nous menons, est de responsabiliser les travailleurs car, pour reprendre une formule assez connue, le socialisme que nous voulons bâtir est intimement lié à nos capacités de donner la parole aux travailleurs pour mieux la leur rendre. Et ce n'est pas simple.

Car dire que la conduite de nos A.G. ait été efficace serait une tromperie. En effet, quand nous serons confrontés à des situations changeant radicalement la nature des problèmes auxquels nous nous heurtons, l'A.G. sera parfois incapable de se déterminer rapidement sur une ligne de conduite à suivre. Au point, et nous insistons sur cet aspect, que l'assemblée générale disparaîtra momentanément et nous ne pourrions nier ce problème. Quand nous devons changer d'orientation, cela signifiait qu'il nous fallait franchir les limites des orientations tracées dans une perspective strictement syndicale.

C'est là où justement les militants du P.C.F. et leurs sympathisants se refuseront dans les faits à ce que nos A.G. aient lieu sans oublier de mentionner que des copains qui occupaient étaient parfois perdus et se mettaient de côté. Pour ces militants, c'était le meilleur moyen d'évacuer les problèmes car ces camarades ne pouvaient apporter pour toute perspective que l'attente d'élections qui ne changeraient

et n'apporteraient que d'hypothétiques solutions : l'imprimerie sera toujours fonction des besoins des capitalistes. Cela allait jusqu'au fait qu'ils refuseront soit par la bouderie, soit par l'absence, d'intervenir aux A.G. Pouvions-nous les tenir et prendre des décisions sans eux ? Pendant plusieurs semaines, la conséquence en sera un fonctionnement des plus déliquescents au niveau de la lutte car nous marcherons sur la base de consensus pour prendre et appliquer des initiatives. Pour l'ensemble des travailleurs qui apporteront des propositions, ce sera une situation impossible car travailler sur la base de la confiance n'était pas tenable. C'était déjà une forme de délégation de pouvoir, ce fameux petit chèque en blanc.

A la limite, tout ceci pouvait signifier qu'aucun acquis ne s'était réalisé pour les copains, malgré toutes nos luttes antérieures que nous avions animées et impulsées. Plus du tiers du personnel eut l'occasion d'être délégué dans l'entreprise car autant que cela nous était possible, nous évitions que des copains cumulent des mandats et qu'ils soient élus à vie. C'était une façon de combattre déjà cette délégation de pouvoir au sein de l'usine, c'est ce qui expliquait pourquoi également les copains étaient associés à un très grand nombre d'activités, sans oublier toutes ces discussions que nous pouvions avoir entre nous dans les ateliers, l'association des copains à des réunions très larges. Quand ils ne pouvaient être présents, nous utilisions des bandes magnétiques en enregistrant les patrons et les syndics à chaque fois qu'une discussion importante se déroulait de façon à ce que tous puissent analyser la teneur des réunions. Trancher pour une initiative, un changement d'orientation nous devenait difficile.

A suivre

Le quotidien
du peuple

Pour mieux lutter

CONNAITRE L'ECONOMIE

SIDERURGIE

L'Etat prend le relais des maîtres de forges

Par Jean-Pierre MORVAN

Le Conseil des ministres de mercredi a entériné les mesures précises qui concernent la restructuration de la sidérurgie. Sept mesures ont été prises, dont l'importance n'est d'ailleurs pas égale. Première mesure : l'Etat participe directement au capital des trois nouvelles sociétés financières : Usinor, Sacilor et Chatillon-Neuves-Maisons. La participation de l'Etat est de 15 %, ce qui correspond à la transformation en actions d'une petite partie des prêts accordés auparavant aux maîtres de forges.

Deuxième mesure : d'autres créanciers entrent au capital des 3 sociétés sidérurgiques : la Caisse des dépôts et consignations, pour 30 %, le Crédit National, pour 10 %, des banques enfin pour 30 %. En clair, cela signifie qu'indirectement, l'Etat contrôlera entre 60 et 70 % du capital, puisque la Caisse des dépôts et consignations, le Crédit National et plusieurs des banques intéressées sont directement sous son

Une nouvelle fois, la sidérurgie est remise sur la sellette. En quatre ans de crise, la sidérurgie française a accumulé 10 milliards de francs d'endettement. Ce qui porte aujourd'hui à 38 milliards de francs l'ensemble des dettes des sociétés sidérurgiques françaises. 35 à 40 % du marché national sont approvisionnés par des importations en provenance principalement de la RFA. Ensemble, elles arrivent au 3^e rang des exportateurs dans le monde, assez loin derrière le Japon et la RFA.

La sidérurgie française est

donc virtuellement en faillite et rien ne semble indiquer, dans un proche avenir, un redressement assez spectaculaire pour éponger cet endettement.

Les plans de restructuration et de « dégraissage », c'est-à-dire de licenciement, mis en œuvre depuis 1974, ont tout juste suffi à éviter que l'écart ne se creuse pas trop vite avec ses concurrents immédiats. Et en toute logique capitaliste, seule la poursuite de cette politique de licenciements et de restructuration peut encore permettre de mettre ses sociétés sidérurgiques à flot.

contrôle. Les conseils d'administration vont être refondus, et de nouveaux PDG désignés.

Troisième mesure : le groupement des Industries sidérurgiques rentre pour 15 % dans le capital.

Quatrième mesure : l'Etat aura également une participation majoritaire dans les holdings.

Cinquième mesure : les actionnaires privés de la sidérurgie continueront à toucher les intérêts, grâce à la création d'un Fonds spécial.

Sixième mesure : les emprunts faits à l'étranger ne seront pas pris en charge par l'Etat.

Septième mesure : outre leur participation au capital, les banques renonceront à 400 millions de francs d'intérêts, dus par la sidérurgie.

Une huitième mesure n'a pas été évoquée par la déclaration gouvernementale : une nouvelle charrette de 20 000 licenciements. Etat ou maîtres de forges, les recettes restent les mêmes.

Oui mais, reste à régler le problème.

Aujourd'hui, un dépôt de bilan est inconcevable. Secteur stratégique, secteur économique de première importance, ce serait trop grave pour l'impérialisme français. De plus, une telle opération risquerait d'entraîner avec elle d'importantes banques qui ont financé cet endettement... Puis le problème économique régional et les licenciements qui s'en suivraient...

Aujourd'hui, donc, tout concourait à ce que le dossier Acier-Sidérurgie soit réexaminé par

Barre et son gouvernement. Il y a un an, ne déclarait-il pas à l'Assemblée nationale : « Le gouvernement est disposé à engager le concours de l'Etat en contrepartie de conditions d'assurance et d'engagements bien définis ». Le problème est plus que jamais à l'ordre du jour. La question était en fait la forme de ces « concours de l'Etat... ». Car, sans eux, que peuvent faire ces sociétés sidérurgiques ?

Au delà de la recherche de la modalité d'une prise de participation de l'Etat, deux questions se posent : pourquoi maintenant ? Et pourquoi faire ?

En fait, le gouvernement est amené aujourd'hui à prendre à son compte une solution proposée par le PS. Il y a un an, à six mois des élections, il était difficilement concevable pour Barre, à la fois de « nationaliser » la

sidérurgie et de tirer à boulets rouges sur les nationalisations de l'Union de la gauche.

Pour quoi faire ? La reprise est d'ores et déjà claire : « Le maintien des capacités productives est impossible » ; il faut « diminuer et regrouper les mêmes fabrications dans les unités les plus productives ». Stricte logique capitaliste : « Abandonner des installations et licenciements collectifs ».

Le problème de la sidérurgie française sera-t-il ainsi résolu ? On peut en douter. En fait, ce problème est international et la solution de faire participer l'Etat n'est pas originale. La Grande-Bretagne et l'Italie y sont déjà engagées. Cela coûte fort cher en contribuables et les plans de licenciements vont bon train. En Belgique, il est également question que l'Etat entre dans le capital des groupes tout en les finançant à coups de subventions et de prêts avec un plan de suppression de plus de 10 % des emplois. En Allemagne, le soutien de l'Etat est constant, même si jusqu'à présent, il n'est pas envisagé de prise de participation ; mais 6 % des emplois ont été supprimés de 1974 à 1976, 25 000 (12 % du total) suppressions prévues... En France, le « sauvetage » de la sidérurgie par l'Etat ne change en rien le plan de 12 000 licenciements, décidé il y a un an. Licenciés, restructurés, quelles que soient les modalités financières, reste la seule voie pour l'impérialisme français pour sauver quelques meubles !

	Chiffres d'affaires en milliards de F.		Frais financiers en milliards de F.		Résultats en milliards de F.	
	1976	1977	1976	1977	1976	1977
Usinor	13,6	13	1,5	1,8	-2,6	-2,4
Sacilor	8,6	9,8	1	1,3	-1,5	-2,4
Chiers-Châtillon	3,6	4,5	0,2	0,4	-0,26	-0,77

ACCORD MONÉTAIRE GISCARD-SCHMIDT

Un accord signé...

● L'accord monétaire mis au point par Giscard-Schmidt, signé la semaine dernière à Aix-la-Chapelle et examiné actuellement à Bruxelles par le Conseil des ministres des Finances des neuf, de quoi est-il fait ? Quel est son objectif ?

Un tel accord se donne pour objectif de construire rapidement une Union monétaire européenne, seule solution aujourd'hui pour dialoguer le Marché commun et relancer la CEE.

A l'origine de la démarche de Giscard-Schmidt, un constat simple déjà longuement débattu en avril au Conseil européen de Copenhague et en juillet à Brème.

Si on veut un jour relancer les économies capitalistes, il faudra pour une large part compter sur le développement des exportations, c'est-à-dire en fait sur la relance du commerce international.

Mais pour cela, il faut pouvoir échanger sans trop de risques les différentes monnaies nationales. Or, depuis 1974 et la fléttaison généralisée des monnaies, rien ne garantit la stabilité de ces échanges monétaires. Une seule solution d'un point de vue capitaliste : revenir au système des taux de change fixes. Et puisque les USA ne semblent pas décidés, les pays européens doivent

pouvoir s'entendre pour créer ainsi une zone monétaire relativement stable dans un monde bien agité.

Cette opération aurait ainsi une série de mérites : faire fluctuer de concert toutes les monnaies de la CEE par rapport au dollar, minimiser les écarts entre les monnaies européennes, dûs aux fluctuations du dollar, mieux résister ainsi à la pénétration des produits américains sur le plus important marché mondial, celui de la CEE.

MAIS LE MARCHANDAGE COMMENCE

Voilà pour les intentions, reste la réalisation. Pour cela, Giscard et Schmidt ont confié le projet aux experts de Bruxelles.

Il s'agit là d'un travail d'équilibriste. En effet, il s'agit de mettre en place des mécanismes assez souples pour ménager toutes les susceptibilités, y compris celles des USA dont on peut craindre des représailles.

Il faut redonner vie au serpent monétaire, c'est-à-dire lier les monnaies européennes entre elles par des taux de change relativement fixes (c'est-à-dire pour fluctuer dans une marge +/- 2,5 %). L'opération ne devrait pas être trop difficile. Les difficultés commencent avec les mécanismes de solidarité monétaire : qui paiera et comment, si le serpent connaît des contorsions au delà des limites permises ?

Les pays à monnaie faible (Italie, Grande-Bretagne, France...) n'en peuvent déjà plus ! Les pays à monnaie forte (RFA surtout) n'y tiennent pas de trop, préférant consacrer leurs ressources à de plus fructueuses opérations, notamment de modernisation et restructuration. C'est là que les marchandages commencent. A Bruxelles, les ministres des Finances en sont à tenter l'hybridation d'une proposition franco-allemande sur une solution belge pour satisfaire la Grande-Bretagne sans trop exiger des Italiens !!!

En somme, la solidarité déjà difficile à organiser en période de prospérité, devient en période de crise, un véritable casse-tête... !

TERRIN

La course d'obstacles de Defferre

● Quelles sont, sur le plan économique, les « chances » du plan Defferre de sauvetage de l'entreprise de réparation navale Terrin de Marseille ? Rappelons les grandes lignes de ce projet : le conseil municipal de Marseille a décidé d'acquérir les biens meubles et immeubles nécessaires au fonctionnement industriel du groupe Terrin.

Premier recul nécessaire de Defferre : l'appel à d'autres capitaux pour un tel rachat sous la forme d'une société d'économie mixte, un clin d'œil ou un appel à la collaboration au préfet du département et aussi aux ministres concernés.

Ensuite, d'ici six mois, les actifs seront loués ou vendus à une ou plusieurs sociétés (sans préciser lesquelles) ; une telle proposition ne peut se faire sans quelques assurances, c'est-à-dire en fait ce que les travailleurs refusent : le démantèlement du groupe Terrin avec l'hypothèque que cela fait peser sur les emplois.

Mais pour autant, tout n'est pas joué ! Outre la vigilance des travailleurs, à quels obstacles va se heurter, peut-être définitivement, le plan Defferre ?

Le premier obstacle est très vite venu, du tribunal de Commerce de Marseille qui a accordé à la société AMRPF (construction de plateformes de forage en

mer) la location-gérance de deux sociétés du groupe Terrin et, comme par un curieux hasard, les 2 seules sociétés encore bénéficiaires du groupe : Sud-Marine (650 salariés) et SAM (447 salariés) et sa filiale (SOMECIMA, 97 salariés). Si cette décision du Tribunal est maintenue, c'est-à-dire en fait le démantèlement du groupe, l'opération Defferre est morte-née.

Deuxième obstacle : l'opération Defferre est impossible sans le « soutien de l'Etat ». La réponse a été rapide : le soutien ne serait accordé qu'à une société reprenant les actifs et non à une collectivité. C'est un non catégorique au projet Defferre.

Enfin, troisième obstacle, en supposant que Defferre réussisse les deux sauts d'obstacles précédents, reste à rendre rentable l'affaire. En fait là, rien de bien neuf, et le patron Defferre prend à son compte toute la logique capitaliste de la restructuration et des licenciements.

Malgré le quadrillage de l'armée sioniste

GREVES ET MANIFESTATIONS EN PALESTINE

En prévision de la grève générale à laquelle appelait l'OLP pour mercredi, l'armée sioniste avait établi des barrages à l'entrée des villes de Palestine occupée, renforcé ses patrouilles et posté des soldats sur les toits. Malgré ces tentatives d'intimidation, la grève a été largement suivie dans

les territoires occupés. A Naplouse (Cisjordanie), la grève a été totale ; des lycéens ont manifesté, brûlant des vieux pneus, hissant le drapeau palestinien et lançant des pierres contre des véhicules israéliens.

Des manifestations analogues ont eu lieu dans de nombreuses localités. A

Ramallah, trois lycéens ont été arrêtés après avoir jappé une voiture de police.

De jeunes Palestiniens ont été arrêtés au Camp d'El Hamari, près de Ramallah, pour avoir lancé des pierres sur une patrouille sioniste. A Djenine, des lycéens ont manifesté, contre «la trahison de

Camp David», lançant des pierres sur les forces de l'ordre.

Au Liban, les 400 000 réfugiés palestiniens ont suivi, unanimes, le mot d'ordre de grève. Les magasins des quartiers musulmans de Beyrouth étaient fermés.

Après Camp David

SITUATION DIFFICILE AU LIBAN

L'annonce des accords de Camp David est venue apporter un élément nouveau de tension au Liban. A la veille même de l'annonce des résultats du sommet de Camp David, les troupes israéliennes se massaient à la frontière du Sud-Liban et dans la région du Golan. Mardi, des bombardements étaient effectués par l'artillerie israélienne sur la région de Nabatieh. Les accords égypto-israéliens peuvent également avoir un impact

important dans la crise que recherchent ouvertement les forces fascistes du Parti national libanais de Camille Chamoun, portant à la fois sur le renouvellement du mandat de la force arabe de dissuasion et sur les prérogatives du commandement au Sud-Liban.

Ces points devaient être traités dans le discours que fera le président Sadate à l'occasion du deuxième anniversaire de son investiture le 23 septembre. Mais à la suite des résultats de Camp David, il est possible que ces questions ne soient tranchées que la semaine prochaine : du fait de la tenue du sommet du «front de la fermeté», Assad ne pourra rencontrer Sarkis qu'à ce moment-là.

Les fascistes, opposés au maintien de la force arabe de dissuasion au Liban, ont multiplié au cours de l'été les incidents qui ont eu des développements meurtriers, afin que celle-ci se retire. Les groupes, fascistes qui veulent prolonger leur collaboration avec Israël par une reprise de la guerre civile dirigée contre les Palestiniens au Liban, craignent que la force arabe, composée essentiellement de Syriens, ne soit dans la

période actuelle, un obstacle à ces plans.

En ce qui concerne l'armée, les forces fascistes s'opposent à ce que les attributions du commandement de l'Armée soient réduites. Ils craignent que cela ne diminue leur position, ce poste étant traditionnellement réservé à un chrétien. Par ailleurs, les attributions même de l'Armée au Sud-Liban sont à présent discutées. Au cours de l'été, les premiers bataillons envoyés prendre position au Sud-Liban ont été empêchés de prendre position dans la localité tenue par des miliciens fascistes, pourtant formellement affiliés à l'armée et commandés par Saad Haddad et Sami Chidiac. Le rapport sur cette affaire par le commandement général écrit ceci : «Israël s'est démasqué le 30 juillet dernier, quand les majors Saad Haddad et Sami Chidiac se sont vus signifier qu'ils étaient mis à la disposition du ministère de la Défense nationale. Le général Ben Gal, commandant de la région nord Israël, s'est alors présenté en personne à Marjayoun, en compagnie du major israélien Yorem Morchedai pour préparer le secteur à s'opposer à l'arrivée

de l'unité libanaise annoncée...»

Sur tous les points vitaux pour le Liban aujourd'hui, les forces fascistes agissent en coordination avec Israël, dans le cadre de sa politique. Camp David, en donnant des garanties à Israël, peut avoir pour effet de rallumer la guerre au Liban, ce que recherchent les fascistes, en multipliant les incidents.

LES SUITES DE LA DISPARITION DE MOUSSA SADR

Les conditions obscures de la disparition du chef chiite iranien Moussa Sadr continuent de susciter une certaine agitation. Des délégations sont envoyées en Libye, en Syrie, afin que les recherches à son propos soient activées. Les enquêteurs libanais envoyés auprès de la police italienne ont retrouvé la trace d'un passager qui est arrivé à Rome le 31 août venant de Tripoli porteur d'un billet au nom de l'imam. Mais il n'a pu être déterminé s'il s'agissait bien de lui. Autre fait troublant : alors que l'imam devait s'arrêter à Rome, le passager n'a fait que transiter à l'aéroport.

Grégoire CARRAT

A St Mars La Jaille (Loire Atlantique)

Des paysans endettés font la grève de la faim

Jean et Annick Cadiot, éleveurs de génisses, à Saint Mars la Jaille (Loire Atlantique) doivent entamer une grève de la faim mercredi, face à la caisse locale du Crédit Agricole de leur localité. Le président du Crédit Agricole est le maire et aussi leur propriétaire. Les raisons de cette grève de la faim ? Comme de nombreux petits agriculteurs, ils ont vu, année après année, leur endettement s'accroître.

Jean et Annick Cadiot, viennent de se voir avertir par leur coopérative Cava Ouest Génisses, de l'arrêt des livraisons de marchandises.

Il y a 13 ans, ils s'installaient comme fermiers, sur une exploitation de 28 hectares, s'orientant rapidement vers la production de viande de génisse sous contrat avec les producteurs de lait.

Les animaux qui, achetés à l'état de veaux, restent 25 mois à la ferme avant d'être vendus, demandent de nombreux capitaux qui doivent être immobilisés. Le Crédit Agricole refusera d'accorder autre chose que

des crédits à «court terme» difficiles à rembourser avant la vente des animaux. Les époux Cadiot n'ont alors qu'une solution : encore emprunter, d'où de nombreuses difficultés pour rembourser les premiers prêts. C'est le cercle vicieux et l'endettement progressif.

En 1975, le Crédit agricole, va jusqu'à faire prononcer une saisie arrêt sur un compte ouvert par les Cadiot à la caisse rurale de la commune. De plus, il exige le remboursement sous huit jours, de tous les prêts consentis (550 000 F)

Le propriétaire de la ferme des époux Cadiot, décide alors de vendre l'ensemble des bâtiments de celle-ci.

Les époux Cadiot se portent acquéreurs et empruntent au crédit immobilier. Le prêt est insuffisant et les époux Cadiot doivent alors puiser dans leur propre trésorerie. Les dettes à la coopérative augmentent alors, le Crédit agricole refuse le prêt supplémentaire demandé... ce sera le blocage.

RAID RHODÉSIE CONTRE LE MOZAMBIQUE

La radio de Salisbury a annoncé mercredi une attaque de l'armée rhodésienne au Mozambique, visant des camps de la ZANU. On ignore la localisation précise de cette agression, ainsi que le nombre des victimes.

MANIFESTATION DE CHÔMEURS A NAPLES

Mardi dernier, une manifestation de chômeurs s'est déroulée à Naples, pour exiger de la municipalité (PCI) la création d'emplois. Des barricades se sont élevées et des cocktails Molotov ont été lancés sur des wagons de marchandises.

AFFAIRE LETELLIER : DEMANDE D'EXTRADITION

Les États-Unis ont présenté mercredi au gouvernement chilien une demande d'extradition des assassins de Letellier, ancien ministre de l'Unité Populaire, assassiné à Washington par des hommes de la police chilienne. Parmi les trois inculpés, figure le général Contreras, directeur de la police politique du Chili.

Manœuvres américaines et riposte des pays arabes

Le secrétaire d'État américain Cyrus Vance est arrivé mercredi à Amman, où il a rencontré le roi Hussein. Il rencontrera également les dirigeants séoudiens et syriens. Avant son départ, il a précisé les objectifs de sa mission : «Il est absolument indispensable, a-t-il déclaré, que tous les gouvernements arabes comprennent le contenu, les objectifs et la philosophie des accords de Camp David, afin qu'ils puissent décider s'ils doivent se joindre à la négociation».

Vance aura fort à faire

pour imposer son point de vue, après le rejet des accords par la Syrie et l'Arabie Saoudite, et la réaction pour le moins réservée de la Jordanie.

A l'heure de ces tentatives américaines de pression sur les États arabes, le «Front de la fermeté» s'est réuni mercredi soir à Damas. Les participants envisagent des sanctions économiques contre l'Égypte. A la suite des prises de position saoudiennes et jordaniennes, trois autres pays arabes, le Koweït, l'é-

mirat de Qatar, et le Yémen du Nord ont pris position contre les accords de Camp David. Quant au gouvernement libanais, il fait savoir qu'il nourrissait les «plus vives inquiétudes».

Avant de quitter Washington mercredi, Sadate a déclaré qu'il poursuivrait dans la même voie, sans se soucier des réactions des autres pays arabes. Il est arrivé mercredi soir à Rabat, où le roi Hassan II l'a assuré de son soutien.

● Il tue un voleur : le tribunal l'acquitte

Roger Schiaffara, 38 ans, petit patron, n'aimait pas qu'on cambriole impunément sa maison en construction. Il décida d'assurer la garde de son chantier. Une garde armée, «au cas où»... Le 15 juin 1977, Roger Schiaffara a tué à Roquebrune-sur-Argens, un cambrioleur, qui n'était autre qu'un de ses anciens employés, Lundi, la Cour d'Assises du Var l'a acquitté.

● Nicaragua : répression féroce

Esteli, la dernière ville tenue par les insurgés, est tombée dans les mains des forces de Somoza dans la nuit de mardi à mercredi. Après la prise de la ville, l'armée a procédé à un quadrillage systématique, fouillant chaque maison et déchargeant ses mitraillettes.

Selon des témoignages de journalistes américains, après la chute de la ville de Leon, l'armée a rassemblé la population et exécuté tous les hommes de plus de quinze ans. A Chinandega, après une attaque à la roquette, l'aviation a mitraillé la population qui tentait d'éteindre les incendies provoqués par le bombardement.

Un représentant du Front sandiniste, de passage à Paris, a affirmé que le Front disposait des forces suffisantes pour poursuivre la lutte.

● Démission de Vorster

Vorster, chef de file des racistes d'Afrique du Sud, vient de démissionner de son poste de Premier ministre. Il entend briguer la présidence de la république, vacante depuis le 21 août. Il a annoncé la prochaine tenue d'élections constituantes en Namibie, remettant ainsi en cause le plan de l'ONU, qui prévoyait l'indépendance prochaine de la Namibie.